em-print-able

nov-dec 2006 - numéro 0

sur indymedia il y a ni journaliste, ni rédacteur en chef, ni chef
Je, tu, nous pouvons y publiez nos infos nos idées, nos réflexions
indymedia c'est toi, c'est moi, c'est nous...

Pourquoi ce journal ?

Des collectifs Indymédias francophones ont décidé de lancer plusieurs projets en commun. Ce journal est l'un des ces projets. Il a pour objectif, via une diffusion large de faire connaître les événements important localement. Ainsi que de partager les informations sur des infos globales.

ont participé à la réalisation de ce numéro :
liege.indymedia.org
lille.indymedia.org
switzerland.indymedia.org
toulouse.indymedia.org

les autres indymedia avec des textes en français et sites amis:
ambazonia.indymedia.org
beirut.indymedia.org
estrecho.indymedia.org/magreb
euskalherria.indymedia.org/fr/
grenoble.indymedia.org
quebec.indymedia.org/fr/
marseille.indymedia.org
nantes.indymedia.org
nice.indymedia.org
paris.indymedia.org
auvergne-indymedia.org
www.cemab.be ...
La liste des autres indymedia sur :
indymedia.org

Qu'est ce qu'indymedia ?

Indymedia est un réseau d'IMC (Centre de Media indépendant) né à l'occasion des contre-manifestations de Seattle en 1999. L'objectif est de créer des supports de communication radicaux et passionnés, où chacun-e-s puisse diffuser les infos des luttes qu'illes ménent (site internet, journaux, radio...).

Il existe plus d'une centaine d'IMC un peu partout dans le monde. Chaque IMC est un groupe autonome qui a ses propres statuts, prend ses propres décisions par ses propres processus.

Les choix de chaque contributions contenus dans ce journal ont été fait par chacun des collectifs de manière autonome et subjective.

Allez sur les sites, publiez vos informations !

informez vous, informez nous, publiez !

Sommaire :

la lutte des insurgé-e-s de Oaxaca

Sélection d'articles sur les événements de Oaxaca :
_Oaxaca, le spectre de Louise Michel
_Bien le bonjour Oaxaca 01/12
_déclaration de l'appo décembre
_[Désinformation] Quand "Le Monde" parle d'Oaxaca.



Oaxaca, le spectre de Louise Michel

7 octobre - Par Carlos Beas Torres

Depuis plus de trois mois, les fantômes de Louise Michel et d'Elisée Reclus parcourent les nuits désertes d'une ville au long passé dans le sud du Mexique. Seule la lumière ténue de quelques lampes ou les flammes des feux allumés dans les centaines de barricades qui réchauffent les longues nuits d'Oaxaca percent les ténèbres.

Les estimations les plus timorées annoncent que la population de la ville d'Oaxaca a levé environ 500 barricades, d'autres, plus enthousiastes, parlent de 1500 barricades dressées en une seule nuit.

La "Commune" d'Oaxaca a surgi après que le gouverneur Ulises Ruiz, un despote appartenant à la faction la plus violente du PRI, a ordonné, le 14 juin dernier, la dispersion manu militari d'un piquet organisé pacifiquement par des professeurs en grève. L'intervention musclée des forces de police en plein centre historique de la ville n'a pas seulement affecté ces syndicalistes, car la police ayant été repoussée et encerclée, le gouverneur a ordonné d'utiliser son hélicoptère particulier pour lancer des bombes de gaz au poivre sur la foule. Des employés des hôtels et des commerces tout proches ainsi que des habitants du quartier et des centaines de touristes furent ainsi intoxiqués et durent être évacués du champ de bataille. Les enseignants syndicalistes sont parvenus à réoccuper le centre-ville, action qui a réveillé la conscience des habitants.

Presque aussitôt, 360 organisations sociales en tout genre, d'organisations indigènes à organisations de femmes, en passant par des écologistes, des petits commerçants et des étudiants, ont instauré une assemblée populaire, sorte de parlement citoyen, plus connu sous le nom d'APPO. Cette Assemblée populaire d'Oaxaca a organisé cinq marches gigantesques qui ont rassemblé des centaines de milliers de manifestants. Elle a occupé plus de 30 mairies, bloqué des routes et fermé des administrations et des tribunaux. Le gouvernement a littéralement cessé d'exister, ses traces n'apparaissant que dans les opérations nocturnes lancées par des centaines de policiers en civil et de nervis qui descendaient dans la rue pour tirer avec

des armes à feu sur la population. Face à de telles attaques, les barricades d'Oaxaca ont fait preuve d'une énorme efficacité.

Les femmes ont joué un rôle d'une importance extraordinaire. Un soir en particulier, des milliers de femmes ont manifesté dans toute la ville en frappant des casseroles et sont allées au siège de la télévision locale de l'Etat d'Oaxaca pour exiger qu'on laisse entrer une commission afin de faire connaître leurs revendications. Les vigiles de l'établissement leur refusèrent le passage, ce qui les a évidemment indignées, aussi ont-elles immédiatement occupé la télévision et retransmis pendant plusieurs jours en toute liberté, jusqu'à ce qu'un commando de policiers rende inutilisables les antennes en tirant dessus à coup de fusil. La population a aussitôt réagi et s'est emparée de 13 stations de radio, où pour la première fois la parole a pu être donnée à des centaines de femmes et d'hommes anonymes.

La répression a frappé large : plusieurs dirigeants de l'APPO ont été arrêtés, malmenés et sont encore emprisonnés, l'un d'eux, notamment, dans une prison de sécurité renforcée ; deux manifestants ont été assassinés ; des dizaines de personnes ont été agressées, frappées ou menacées. Devant cette situation, la réponse de la population a été d'une extrême retenue, ce qui n'a pas empêché les médias d'essayer à tout prix d'occulter cette impressionnante révolte populaire, en se contentant de relever d'éventuels liens des insurgés avec la guérilla ou en caractérisant de vandalisme le blocage des accès aux banques, aux grandes surfaces commerciales ou à l'aéroport.

Mais que signifie cette révolte ? Avec le Chiapas et le Guerrero, l'Oaxaca est un État mexicain extrêmement pauvre, où vivent un grand nombre de communautés indigènes. L'Oaxaca a de tout temps été un bastion contrôlé par les caciques du PRI, le parti de la révolution institutionnelle, qui se sont enrichis effrontément avec leurs alliés les grands patrons de l'industrie et les grandes entreprises multinationales telles qu'Iberdrola (espagnole). Les gouvernants de l'Oaxaca se sont aussi caractérisés par leur ineptie, par leur corruption et par la violence comme moyen pour gouverner. Le 14 juin, la population a dit "Stop, ça suffit. Ya basta ! ".

Après trois mois de mobilisation intense, qu'est-ce qui va se passer maintenant ? Les hommes politiques mexicains et les patrons pressent le gouvernement fédéral de résoudre le problème par une répression expéditive. Le gouverneur Ulises Ruiz réclame à grands cris l'envoi des troupes de la Police fédérale préventive, l'expulsion des piquets et des campements et l'incarcération des opposants les plus radicaux. Par ailleurs, les négociations avec le pouvoir sont pratiquement rompues, le gouvernement fédéral ainsi que les sénateurs appartenant au PRI et au PAN se refusant à cesser les pouvoirs publics, à savoir démettre de ses fonctions le gouverneur [une des revendications non négociables des habitants – NdT]. Aussi l'issue la plus probable est-elle une répression comme celle qui eut lieu il y a trente ans, quand le peuple d'Oaxaca était parvenu à destituer le despote Zárate Aquino : simultanément à cette victoire, la ville fut occupée par l'armée, on nomma un gouverneur militaire et les opposants furent emprisonnés, assassinés ou bannis, acculant une partie de la population à la lutte armée.

L'APPO connaît ses classiques et s'est abstenue de recourir à la violence. Malheureusement, tout le monde sait que c'est tout à fait le style et dans l'esprit tordu d'Ulises Ruiz de provoquer cette violence, par exemple en infiltrant des policiers en civil et des exécutants pour provoquer des affrontements, après quoi il est facile de justifier la répression massive et l'entrée des forces de police anti-émeutes. Ulises Ruiz entend rester au pouvoir dans cet État, avec le soutien des forces de l'ordre et de l'armée.

Aujourd'hui même, des milliers de femmes et d'hommes d'Oaxaca ont repris très tôt leur marche vers Mexico, ayant déjà effectué en une semaine environ 260 kilomètres. Cette marche pourrait fort bien être leur dernière possibilité d'éviter la répression et de réveiller la conscience des Mexicains. Leur appel a d'ailleurs déjà obtenu une certaine réponse car dans d'autres États du Mexique des assemblées populaires ont commencé à surgir.

Face à une telle situation, l'immense révolte populaire des habitants d'Oaxaca appelle de toute urgence à la solidarité active des citoyens et citoyennes du monde entier. D'Oaxaca, nous vous envoyons cet appel. Il est encore temps d'éviter un bain de sang ; il est encore temps de trouver une issue démocratique à ce grave conflit. En attendant, aujourd'hui, dans cette nuit oaxaquienne, les fantômes des communards de Paris continuent d'accompagner les femmes et les hommes rebelles d'Oaxaca et seraient même disposés à s'envoyer un petit mezcal, pour combattre le froid. Salud !

Carlos Beas Torres, membre de l'Ucizoni (Union des communautés indigènes de la zone de l'Isthme).

www.laneta.apc.org/ucizoni/



Bien le bonjour Oaxaca 01/12

4/12 - Par George

Bien le bonjour, Oaxaca est une ville occupée par la soldatesque, vous n'ignorez pas ce que cela signifie : perquisitions sur délation, la radio "papita" ou "mapache" ou citoyenne ou encore radio de la haine, la seule désormais qui occupe les ondes comme les forces armées occupent la ville, demande à la population de dénoncer son voisin, et appelle à mettre le feu aux maisons qui hébergeraient des membres connus de l'APPO ; arrestations arbitraires, seule la jeunesse dorée peut se déplacer sans crainte, les jeunes des quartiers populaires, doivent prendre mille précautions pour aller d'un point à l'autre de la ville, mieux vaut ne pas être indiens ou pauvres ; des maîtres et maîtresses d'école sont détenues avec la plus grande brutalité devant leurs élèves (je viens d'apprendre que la PFP a pénétré dans une école en lançant des grenades de gaz, ils étaient à la recherche d'un instit), sans qu'il y ait de réactions de la part du syndicat enseignant, du

moins jusqu'à présent (une manière pour la direction de se débarrasser de ses opposants ?) ; déportation des prisonniers et prisonnières, à qui est refusé tout droit de visite (de la famille, des avocats ou des droits de l'homme), dans des prisons de haute et moyenne sécurité du Nord sous le prétexte d'une extrême dangerosité (en quoi une jeune institutrice indienne enseignant dans un village de la montagne peut-elle être d'une extrême dangerosité ? Elle n'est pas la seule, elles sont huit dans son cas avec des familles entières, père, mère et enfants... la dangerosité d'être indiens ?) ; rondes continuelles dans toute la ville de camionnettes pleines de gardes mobiles (la police fédérale préventive ou PFP) fortement armés, suivies ou devancées par les pick-up des paramilitaires (police de l'Etat en civil, certains ont grossièrement dessiné sur leur tee-shirt une croix gammée) ; tabassage systématique, torture, violence sexuelle et, sans doute, assassinats (avec l'ordre de ramasser les corps de façon à ne pas laisser de preuves) ; la loi et l'ordre sont de retour dans notre bonne ville d'Oaxaca. Le petit tyran tente de s'imposer par la terreur, il est le seul à avoir peur, les gens ne sont pas terrorisés, inutile de chercher un affrontement si inégal, on prend des précautions pour ne pas être arrêté, on se planque et on attend que passe l'ouragan.

Cette débauche de violence a été orchestrée et planifiée de longue date dans les sphères du pouvoir. C'est le moment où toute la presse et les médias portent leur attention sur les clowns de la chambre des députés, qui se battent pour occuper la tribune, où Felipe Calderón, dit Fécal, doit faire son discours d'investiture comme président illégitime de la République. La manifestation du 25 novembre fut une aubaine : on provoque les jeunes les plus déterminés en arrêtant, tabassant et torturant trois des leurs ; des terrasses proches du Zócalo, on leur balance des pierres et cela suffit pour réveiller une colère retenue et légitime et déclancher une confrontation à laquelle adhèrent non seulement les jeunes mais l'ensemble des participants à cette manifestation. La bataille a été intense et a duré plus de quatre heures, ce n'est que sous une pluie de grenades lacrymogènes que des commandos de la PFP ont pu avancer derrière leurs tanks et prendre en tenaille les combattants, tabasser et arrêter ceux qui leur tombaient sous la main, se retirer pour répéter ainsi l'opération plusieurs fois jusqu'à être maîtres du champ de bataille, en l'occurrence de la place Santo Domingo. Pendant ce temps, la police de l'Etat en civil (les paramilitaires), à laquelle s'étaient joints des membres du PRI, occupait les jardins publics, les hôpitaux, la faculté de médecine (beaucoup d'étudiants en médecine avaient formé des groupes de secouristes durant les affrontements), la gare d'autobus, le fortin, où pouvaient se réfugier les blessés et les fugitifs ; ils étaient armés et ont fait feu plusieurs fois, ils ont fait le sale boulot en collaboration avec les gardes mobiles qui patrouillaient tout autour du centre. L'objectif de l'Etat est clair : arrêter le plus de monde possible, porter un coup fatal à l'Assemblée, châtier la population rebelle et la tenir sous la menace du fouet et de la geôle. Pendant que j'écris ces lignes me parviennent les mauvaises nouvelles des arrestations, des disparitions, ou la bonne nouvelle de ceux qui ont pu quitter la ville sans dommages, nous nous appelons les uns les autres pour nous tenir au courant en espérant que l'ami que l'on appelle va répondre ou que nous ne serons pas les prochaines victimes.



Entre soulagement et tristesse passent les heures.

L'Assemblée des peuples depuis la tenue de son Congrès, malgré ses failles, a désormais des assises solides dans la société. Il ne s'agit pas pour elle de prendre le palais du gouvernement mais de se construire et de se développer comme un nouveau mode d'organisation sociale. Plus de 300 participants au forum des peuples indigènes d'Oaxaca ont bravé Ulises Ruiz, ses sbires et l'odeur pestilentielle, qui règne sur la ville depuis son retour, afin de se réunir, en présence des conseillers de l'APPO recherchés par la police, pour deux journées de réflexion et de débats. Le 28 et 29 novembre. Dans ces moments de persécution, de tragédies et de souffrances, dans ces heures cruciales de la lutte des peuples, cette rencontre prenait tout son sens, celui d'une résistance invincible puisant sa détermination non plus dans le passé mais dans le futur : "Nous, les Indiens, avançons lentement parce que nous allons loin." Ces quelques mots dits par une autorité municipale lors de la cérémonie d'ouverture résumaient tout l'esprit du mouvement social apparu il y a peu au grand jour à Oaxaca et connu sous le nom de la Commune libre d'Oaxaca. Cette réunion fut un défi au déchaînement de la barbarie, au vent mauvais qui souffle sur la ville, à la guerre menée contre l'humanité. Elle marque une nouvelle étape de l'Assemblée : la participation des communautés indigènes, avec leurs valeurs propres, leur expérience, à la construction d'un monde nouveau. Cette participation des communautés en donnant à l'Assemblée son assise concrète, pratique (une organisation sociale où l'assemblée joue un rôle central), lui donne du coup son orientation fondamentale : étendre, élargir et renforcer, son champ d'action à toute la société mexicaine. Cela ne se fera pas du jour au lendemain, les obstacles à cette émancipation, à cette reconquête de soi, sont nombreux et ils ne sont pas seulement extérieurs à l'APPO, partis politiques, syndicats, organisations civiles viennent en quelque sorte s'intercaler entre la source et son devenir. Ces éléments jouent un rôle important par leur capacité d'organisation et de convocation, leur aptitude et leur disposition à mobiliser la population des quartiers ou des villages. Ils devront pourtant s'effacer peu à peu devant l'initiative des assemblées de base, s'ouvrir à ces initiatives, en auront-ils la disposition ? Jusqu'à présent, ils ont comblé un vide, mais en même temps

qu'ils le comblent ne le créent-ils pas ?
Les autorités municipales, les organisations communautaires et régionales des peuples zapotèque, mixtèque, chinantèque, chatinos, mazatèque, mixe, ikoot, cuicatèque, chontal, zoque, triqui, amuzgo, chochotelque et tacuate ont participé à ce forum. Nous nous sommes partagés autour de quatre tables de réflexion : la libre détermination et l'autonomie ; la terre, le territoire et les ressources ; l'éducation et la communication indigène interculturelle ; la violation des droits humains. Les communautés indiennes connaissent et vivent des agressions continuelles qui s'exercent en général sous le couvert des lois libérales : partis politiques au nom de la démocratie, sectes religieuses au nom de la tolérance, qui tentent d'intervenir dans la vie sociale du village et qui sèment le trouble, la division et le rejet. Depuis la modification de l'article 27 de la Constitution, qui protégeait un tant soi peu les terres ejidales et communales, tout le territoire, tout l'espace de la communauté, est devenu l'objet des convoitises privées : forêts, eau, biodiversité, centres cérémoniels et toute la richesse du sous-sol. Les fonctionnaires forcent la main aux habitants par des menaces et par des promesses pour qu'ils acceptent la parcellisation et la privatisation des terres et plus généralement de l'ensemble des biens communaux. Une fois la privatisation des terres acquise arrivent dans le village des banques de prêts qui proposent de l'argent sur la terre, que le paysan, appauvri par la concurrence des produits nord-américains, devra hypothéquer. Vieux et antique procédé mis en œuvre et soutenu, cette fois-ci, par toutes les forces de l'Etat. C'est une guerre pour s'emparer de l'espace, expulser les paysans de leurs terres, 3 millions d'immigrés pour le seul Etat d'Oaxaca, expulser les habitants des villes des rues et des espaces publics, c'est ce qui se passe aussi en France où les jeunes et, évidemment les adultes, sont expulsés de leurs rues et même de leurs entrées d'immeuble, pour réserver tout l'espace au commerce et au profit que les grands marchands en tirent.

"Ce profond et complexe conflit, douloureux comme un accouchement, a permis l'expression pleine et authentique des peuples d'Oaxaca. Il a laissé voir que, dans l'Etat d'Oaxaca, désormais les lois en vigueur, les institutions et les pratiques autoritaires du régime politique ne correspondent pas aux exigences et aux aspirations de la société. En ce sens, Oaxaca a changé et ne peut revenir à la situation antérieure. Nous aussi, les peuples indigènes d'Oaxaca, devons l'entendre de cette manière : ce mouvement nous a changés et nous ne pouvons revenir à notre situation antérieure... Nous voulons faire savoir à la société et au gouvernement d'Oaxaca, du Mexique et du monde que l'énorme abus de la force publique mis en pratique ces derniers jours ne nous intimide pas ni ne nous paralyse, comme nous l'avons montré avec la réalisation de ce forum... Nous sommes sous un état d'exception non déclaré donc illégal. Le fait nous préoccupe et nous amène à agir avec une extrême prudence. Mais cela ne nous arrête pas. Notre chemin est tracé et nous allons le suivre à notre manière avec nos temps et nos rythmes. Ce chemin comprend la transformation de toutes les normes et institutions qui, actuellement, régissent notre cohabitation. Nous n'allons pas le faire seuls. Mais nous ne serons plus jamais exclus de la conception et de la mise en œuvre de ces normes et institutions.
Jamais plus un Mexique sans nous.
Pour le respect de la libre détermination et la reconstitution des peuples indigènes."
Oaxaca, le 1er décembre 2006.



Déclaration de décembre de l'assemblée populaire des peuples de Oaxaca

17 décembre -

AUX PEUPLES D'OAXACA, AUX PEUPLES DU MEXIQUE, AUX PEUPLES DU MONDE,

Aujourd'hui, après plus de deux cents jours, cela fait plus de six mois que le peuple d'Oaxaca lutte en permanence dans la rue, essuyant le feu ennemi des assassins et des voleurs menés par URO*, d'un côté, et par le Yunque et Fox-Fécal**, de l'autre. Leur Sainte Alliance s'est abattue de toutes ses forces sur le peuple de l'Oaxaca. Les six mois écoulés ont été très durs pour notre peuple, qui l'a payé de son sang : il y a des dizaines de personnes disparues, des centaines de prisonniers politiques et des centaines, si ce n'est des milliers, de personnes mutilées et blessées ; et ce sont d'innombrables familles, les plus pauvres, les plus marginalisées et les plus vulnérables, qui font les frais de cette grande lutte. Cette courte période a suffi à condamner toute une histoire de lutte des peuples de l'Oaxaca, du Mexique et du monde.

Après les défaites que nous avons fait subir à URO, à sa police, à ses escadrons de la mort, à ses "porros" (groupes de provocateurs d'extrême droite) et à ses policiers, et par la suite à la PFP, notamment lors des affrontements sur le pont Valerio Trujano et à l'Institut de technologie, le 20 octobre, et pendant la bataille de la Toussaint, aux abords de la cité universitaire, le 2 novembre, l'État n'a cessé de chercher à frapper notre mouvement, à l'anéantir. Mais l'ampleur de la solidarité au Mexique et sur le plan international a momentanément permis d'empêcher que l'Assemblée populaire des peuples de l'Oaxaca (APPO) et que le peuple de l'Oaxaca ne soient victimes d'une agression à plus grande échelle. Cependant, à la mi-novembre, après l'écran de fumée qui a été levé autour de la mort du journaliste Will Bradley Rolland, l'État a déclenché une répression d'une violence et d'une intensité jamais vues auparavant dans l'Oaxaca, montrant de quoi il était capable le 20 novembre, et plus encore le 25 novembre dernier.

La bataille du 25 novembre fut empreinte de douleur pour notre peuple car même

si l'arrivée de la PFP à Oaxaca s'était immédiatement accompagnée d'arrestations, d'incarcérations, de tortures et de disparitions, tous nos compañeros se voyant agressés, ce jour-là on a pu voir dans toute son horreur le plan du gouvernement pour écraser l'ensemble de notre mouvement. Après nous avoir poursuivis toute la nuit et avoir assassiné plusieurs de nos compañeros, sans que nous ayons retrouvé leurs cadavres à ce jour, les forces gouvernementales ont emprisonné des centaines de nos compañeros. Et le 26 novembre, le jour s'est levé sur une ville entièrement occupée par l'armée vêtue de gris, par les porros, par les tueurs à gages et par tous les policiers au service d'Ulises Ruiz Ortiz. Un véritable état d'exception, le moindre quartier et la moindre rue étant surveillés par nos bourreaux, et depuis, les habitants des quartiers pauvres, les femmes au foyer en général et les travailleurs de notre ville n'ont pas pu circuler librement dans les rues d'Oaxaca, sous peine d'être arrêtés et poursuivis pour avoir commis le seul délit dont tous les habitants de l'Oaxaca se sont rendus coupables : LA LUTTE POUR UN OAXACA LIBRE, DIGNE ET DÉMOCRATIQUE.

L'état d'exception instauré dans l'Oaxaca est l'un des plus féroces que l'humanité ait jamais connus. Non seulement nous sommes surveillés et persécutés par les agents en tenue, mais nous devons aussi affronter les paramilitaires, les "porros", les tueurs et les membres du PRI de nos différents quartiers, cités et communautés. Mais rien de tout cela ne parviendra à faire plier l'indomptable volonté de l'héroïque peuple d'Oaxaca.

AUX FAMILLES DE NOS COMPAÑEROS EMPRISONNÉS OU DISPARUS,

Frères et sœurs, le sang de nos compañeros Andrés Santiago Cruz, Pedro Martínez Martínez, Octavio Martínez Martínez, Marcos García Tapia, José Jiménez Colmenares, Lorenzo Sampablo Salazar, Arcadio Fabián Hernández Santiago, des professeurs Pánfilo Hernández Vázquez et Emilio Alonso Fabián, et bien d'autres dont nous n'avons pas de nouvelles, a été versé, ils ont donné leur vie et ont baigné de leur sang cette terre qu'il nous incombe à tous de transformer en une terre juste, à l'image de celle dont ils ont tous rêvé, libérée de la pauvreté, de la marginalisation, affranchie du joug de l'oppression et de l'exploitation.

Vous tous qui ignorez encore tout comme nous le destin de vos parents, de ceux que nous avons déclarés disparus politiques, sachez que c'est Ulises Ruiz et son gang de malfaiteurs qui est responsable de la disparition de nos compañeros. L'État tout entier est responsable de ce qui a pu leur arriver, c'est pourquoi notre lutte ne peut s'achever, les coupables de ces disparitions doivent être châtiés et tous les disparus doivent être présentés vivants.

Nous savons que dans des centaines de foyers dans l'Oaxaca, on ressent indignation, tristesse et honte, parce que plusieurs centaines de nos frères, de nos mères, de nos pères et de nos enfants ont été jetés en prison. Parce que beaucoup d'entre eux ont été sauvagement torturés. Parce qu'on les a emportés dans des terres lointaines comme au Nayarit, à Matamoros, au Tamaulipas ou dans l'État de Mexico, et qu'on les a traités comme les bandits les plus dangereux. Nous, nous savons qu'il n'en est rien et qu'en tout cas, ceux qui devraient garnir les prisons, ce sont ceux qui voudraient aujourd'hui nous gouverner, eux qui ont violé toutes les libertés individuelles garanties par la Constitution, tous les droits élémentaires dont jouit tout être humain, et qui ont accaparé toutes les ressources économiques, naturelles et culturelles du peuple. Ulises Ruiz Ortiz et son gang, les patrons qui le soutiennent, le Yunque et le gouvernement fédéral, ils ont tous commis DES CRIMES DE LÈSE-HUMANITÉ. C'est eux qui devraient remplir les geôles. Nos compañeros doivent recouvrer la liberté et tant que nous n'obtiendrons pas leur libération, leurs familles et le peuple de l'Oaxaca, ensemble, doivent continuer le combat.

AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE POPULAIRE DES PEUPLES DE L'OAXACA ET AU PEUPLE DE L'OAXACA,

Dès le 20 juin dernier, entamant la construction de ce grand instrument de lutte et d'insurrection, en vue de l'instauration du pouvoir populaire dans ce petit morceau de notre patrie, nous nous sommes engagés à mener la lutte jusqu'au bout, ce que nous avons ratifié lors du grand congrès constitutif de notre Assemblée, qui s'est tenu les 10, 11, 12, 13 et 14 novembre 2006, et plus encore pendant toute cette période si brève où nous avons tous pu voir grandir de manière extraordinaire nos forces. Nous avons étendu nos tentacules dans plusieurs endroits au Mexique et dans le monde, répandant aux quatre vents la nouvelle que la lutte que mène ce peuple qui est le nôtre ne se fait pas seulement pour obtenir la chute d'un tyran, mais que nous sommes convaincus que là où roulera la tête d'Ulises Ruiz Ortiz et là où tombera son cadavre, il nous appartient de construire cette nouvelle société que nous voulons, sans exploités ni opprimés, et que pour y parvenir, il faut une profonde transformation de l'économie, des institutions politiques de notre État et de nouvelles lois. Bref, nous avons besoin d'une nouvelle assemblée constituante qui dicte une nouvelle Constitution, pour pouvoir construire un État d'Oaxaca véritablement libre et souverain.

PEUPLE DE L'OAXACA,

le tyran n'a pas encore été renversé et nous sommes encore très loin d'avoir pu construire un État d'Oaxaca véritablement libre et souverain, mais que rien ni personne ne fasse plier notre volonté, rien ni personne ne va nous enlever le droit légitime de choisir notre propre destin. De grandes tâches nous attendent, nous devons continuer à consolider l'APPO en tant que seule organisation qui puisse nous aider à réaliser les aspirations les plus pures et les plus justes des oaxaquiens. Consolider l'APPO dans chaque quartier, chaque cité et chaque communauté continue d'être une des tâches les plus importantes pour atteindre ce but. Renforcer l'APPO signifie qu'il nous faut améliorer notre organisation à tous les niveaux, prendre soin et protéger les meilleurs cadres que nous ait donnés l'Oaxaca. Ils se comptent par milliers aujourd'hui et ils ont démontré une authentique capacité et détermination. Assurer leur sécurité à tous, c'est garantir la poursuite de notre lutte. À l'heure où le fascisme veut s'imposer coûte que coûte sur nos terres, une totale unité est plus que jamais nécessaire au sein de l'APPO. Nous devons resserrer les rangs face à l'État qui cherche à nous diviser pour nous frapper plus fort, chose qu'il faut empêcher à tout prix. Nous devons au contraire mobiliser toutes nos forces contre les bourreaux de notre peuple, luttons contre eux sans trêve, faisons de l'APPO un seul homme pour la rendre plus forte, ce n'est qu'ainsi que nous parviendrons jusqu'au bout.

AUX PEUPLES DU MEXIQUE ET DU MONDE,

Dans le monde entier, les capitalistes assistent à la décomposition de leur système, car chaque jour la crise du capital est plus aiguë et pour survivre, ils en sont réduits à déclencher des guerres de pillage, comme ils l'ont fait en Irak, en Afghanistan, en Palestine et au Liban. Une fois encore, les grands empires veulent une nouvelle répartition du monde. L'impérialisme, en tant que

système qui a servi à l'enrichissement d'un petit nombre de maîtres de l'argent et du pouvoir et à sucer le sang et la sueur de millions de pauvres dans le monde entier, s'épuise. Au Mexique aussi, dans le cadre de cette crise généralisée, ceux qui pensaient pouvoir régner longtemps encore en maîtres absolus sur notre pays voient aujourd'hui fondre entre leurs mains toute l'histoire du capital au Mexique, ses institutions, ses lois, le contrôle désormais impossible qu'il exerce sur la vie économique, sociale et culturelle, et ils font tout ce qu'ils peuvent pour se maintenir au pouvoir, violant partout les lois de la Constitution, employant sans retenue toute la force de leur armée et de leur police pour résoudre les problèmes politiques et sociaux, jetant en prison tous les opposants, violant les droits humains les plus élémentaires. À peine parvenu au pouvoir, Felipe Calderón a montré les crocs avec lesquels il pense gouverner le pays, à la manière de l'extrême droite la plus réactionnaire, comme le Yunque, au lieu de chercher à résoudre véritablement la misère, la famine et la marginalisation dont souffrent des millions de Mexicains. Mais non, la première chose qu'il a faite, c'est de réduire les dépenses des services de santé et d'éducation et toutes les autres dépenses sociales, pour augmenter la solde des militaires.

PEUPLE DU MEXIQUE, devant une telle situation, si le système impérialiste cesse de fonctionner pour les puissants de ce pays, cela signifie que le moment est venu pour les millions de travailleurs de la campagne et de la ville de construire le Mexique d'en bas. Pour y parvenir, nous devons joindre tous nos efforts d'unité et de lutte en un FRONT UNIQUE contre le capitalisme et l'extrême droite, remplacer les anciennes lois par de nouvelles lois véritablement au service du peuple mexicain. C'est pourquoi la création d'une NOUVELLE ASSEMBLÉE CONSTITUANTE en vue d'élaborer une NOUVELLE CONSTITUTION est une des tâches les plus urgentes pour l'ensemble des Mexicains. Le peuple de l'Oaxaca et l'Assemblée populaire des peuples de l'Oaxaca vous appellent donc très humblement et fraternellement à avancer tous ensemble sur cette voie. Le moment décisif approche, les heures, les jours décisifs. C'est notre tour, c'est au tour de tous les travailleurs des campagnes et des villes. CONSTRUISONS DES ASSEMBLÉES POPULAIRES DANS CHACUN DES ÉTATS DE LA RÉPUBLIQUE, CONSTRUISONS L'ASSEMBLÉE NATIONALE DES PEUPLES DU MEXIQUE.

PEUPLES DU MONDE, nous voulons que vous sachiez aussi que la lutte que nous menons dans ce petit morceau de notre planète qui s'appelle Oaxaca est votre lutte aussi, comme le sont celles de nombreux autres peuples au Moyen-Orient, en Europe, en Amérique latine, comme le sont celles des émigrants aux USA et de bien d'autres encore. C'est pourquoi, aujourd'hui plus que jamais, il est nécessaire de resserrer les liens d'unité et de solidarité entre nos luttes. Avec votre aide à tous, nous allons stopper la répression et le fascisme que l'on veut imposer à Oaxaca et au Mexique. Nous vous demandons de continuer les mobilisations de solidarité avec les peuples de l'Oaxaca dans le monde entier, il n'y a que de cette manière que l'on réussira à briser le siège de l'extrême droite et du fascisme.

À TOUS LES INTELLECTUELS, TOUS LES ARTISTES, TOUS LES MEMBRES ÉMINENTS DE LA COMMUNAUTÉ SCIENTIFIQUE ET AUTRES, TOUTES LES ONG,

Nous vous appelons à poursuivre et à multiplier vos actions pour divulguer les graves violations des droits élémentaires des personnes dont est victime notre peuple et en particulier la situation de nos prisonniers et de nos disparus. Pour le peuple de l'Oaxaca, vous avez joué un rôle crucial pour briser le blocus de l'information avec lequel l'État voudrait occulter la situation dans l'Oaxaca. Nous vous demandons d'aller voir nos prisonniers et de dénoncer la disparition de beaucoup de nos frères oaxaquiens.

Nous lançons un salut combatif aux actions qui ont été appelées pour le 22 décembre prochain par l'Armée zapatiste de libération nationale dans le cadre de l'anniversaire du massacre perpétré contre nos frères à Actéal, au Chiapas, et nous appelons à multiplier ces actions de solidarité avec les peuples de l'Oaxaca.

POUR UN ÉTAT D'OAXACA VÉRITABLEMENT LIBRE ET SOUVERAIN !

LE FASCISME NE PASSERA PAS DANS L'OAXACA !

VIVE LE PEUPLE DE L'OAXACA !

TOUT LE POUVOIR AU PEUPLE !

assemblée populaire des peuples de l'Oaxaca Décembre 2006, ville de la Résistance Oaxaca de Juárez Oaxaca. Traduit par Angel Caido.

[Désinformation] Quand "Le Monde" parle d'Oaxaca..

6 novembre - jazz

« Le Monde » a publié hier un article sur la situation à Oaxaca. Eclairant sur la manière de faire passer un parti-pris idéologique sous couvert d'objectivité...

Il est ici: http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-736535,36-829208@51-824672,0.html

Les termes d'abord sont intéressants, sur cet article de 450 mots, Le Monde parle de "manifestants" (3 fois), d' "insurgés" (1x), de "protestataires" (2x), de "protestations" (3x), et pour être sûr qu'on ait bien intégré l'idée, on nous signale 2 fois que les manifestants sont "de gauche". On ne dit à aucun moment que les manifestants sont des profs, des étudiants, des précaires, des hommes et des femmes, jeunes et vieux. Le Monde ne signale pas que le mouvement a rassemblé plus de 500.000 manifestants dans une ville de 300.000 habitants. Il est vrai que ça élargirait considérablement le vision de "petits groupes [qui] s'apprêtent à défier à nouveau les forces de l'ordre".



Parce que, bien entendu, les manifestants viennent "dans l'intention d'affronter les forces fédérales" (c'est d'ailleurs le titre de l'article "Les manifestants défient la police fédérale à Oaxaca"). Ils "ont lancé des pierres et des pétards sur les forces de l'ordre, qui ont riposté en tirant des grenades lacrymogènes, tandis que des hélicoptères survolaient le quartier" (on est heureux que les manifestants n'aient pas jeté des pierres et des pétards sur les hélicoptères...). Et les manifestants "refusent d'abandonner le combat" tant que le gouverneur n'aura pas démissionné.

On a là une transformation claire des faits: ce sont les manifestants qui viennent à Oaxaca pour combattre, et non les policiers qui envahissent la ville pour en reprendre le contrôle.

Au niveau des termes, Le Monde parle des "forces de l'ordre", de "la police fédérale" (ça fait bien "fédérale"), des policiers "en tenue anti-émeutes". Mais il n'y a pas un mot sur les exactions dont sont coutumières ces "forces de l'ordre", ni sur les milices armées du gouverneur qui n'hésitent pas à tirer (alors que des photos/vidéos de ces milices sont accessibles sur nombre de sites alternatifs). L'article signale juste que "l'ONU a par ailleurs demandé aux autorités mexicaines d'ouvrir une enquête sur les circonstances dans lesquelles sont mortes les quinze personnes tuées au cours des cinq derniers mois, apparemment des militants de gauche, le plus souvent tuées par balle sur des barricades". "Apparemment", "des militants de gauche"... Tués par qui? On ne le saura pas, alors que certains de ces assassins ont été identifiés (notamment Pedro Carmona, le paramilitaire qui a assassiné Brad Will, journaliste pour indymedia).

Pour ce qui est des revendications, la seule présentée est celle de la démission du gouverneur... Gouverneur qui, lui, tend la main aux protestataires en leur proposant des pourparlers... Pas un mot sur les premières revendications qui avaient trait à l'enseignement, ou alors sur les raisons pour lesquelles l'Assemblée Populaire des Peuples d'Oaxaca exige la démission du gouverneur.

Accessoirement, on apprend que la ville, "très appréciée des touristes pour son centre-ville historique et les vestiges archéologiques des environs", est sale, taguée et que "la fréquentation touristique est en chute libre depuis le début des protestations".

Vous avez compris le message?

Plus d'informations sur la lutte à Oaxaca sur :
chiapas.indymedia.org
www.asambleapopulardeoaxaca.com
cml.sarava.org

indymedia Lille

Le Sous-Préfet de Calais nettoie les Droits de l'Homme

26 octobre – Zetkin

La destruction du dernier squat visibre a été contrairement aux propos bafouillés du sous préfet, entendu à la radio, une action mûrement préparée contre les droits humains de persones réfugiées politiques
Procédures policières : 1 brutalités policières. 2 harcélement quotidien des jeunes réfugiés. 3 visite du squat et de ses habitants par le staff de la police aux frontières : des sourires face à la misère faite aux enfants et jeunes adultes réfugiés.

Choix de la date du 24 octobre par le sous préfet : des indices pour réponses. Le sous-préfet a indiqué à la radio, qu'il s'agissait d'une action du procureur de Boulogne. Une action de rafle dans un lieu lié à l'immigration clandestine. Le sous préfet laisse au journaliste et aux auditeurs le soin de comprendre ce que sous-entend « l'immigration clan-destine ». Puis le brave homme aurait décidé de nettoyer l'endroit qui était dangereux pour les réfugiés eux-mêmes. Oui, dangereux car des policiers y gazaient, brulaient des affaires, matraquaient en toute tranquilité. La date du mardi 24 est une veille de vacances scolaires. Nombre de militants humanitaires sont enseignants. Le FN tenait une conférence de presse. Le sous préfet devait cajoler leur électorat ?

Le monde de Sarkozy et de ses employés obéissants. Un monde de haine, de violences, de misère humaine, le monde capitaliste en lutte contre le peuple français. L'opération avait commencé à 8H30. Les 25 cars de CRS stationnaient encore vers 17H Ils sont partis juste après la séance photo. Sourires, rires, fierté face à la destruction, du déjà vu à d'autres périodes.

Des paroles de chefs policiers aux faits avérés: des mensonges à la réalité.





récit d'un sans papier en centre de rétention

en commentaire sous l'article 178
16 novembre - xxxx

j'ai été au centre de rettention administratif de coquelle et il faut dire la nourriture est d'une mauvaise qualité.le cra n'est pas different d'une prison.nous etions enfermés toute la journée en faisant tout juste une seul direction refectoire et chambre au heure de repas.et il faut dire le repas est d'une mauvaise qualité et d'une quantité insuffisante et ne repondent pas le plus souvant au gout des etrangers.j'ai eu pitier des musulmans au moment du ramadant surtout au debut car ils etaient abandonnés a eux meme jusqu'a 20h ou il prennaient un maigre repas comme nous en eyant passés toute une journée sans manger c'etait tres dure.

bien que les policier soient sympatique surtout avec des personnes qui s'exprime bien en français c'est pas pour autant qu'ils le sont avec ceux qui ne comprennent pas un seul mot français et ne sont pas le plus souvant là au moment ou on'a le plus besoin d'eux.je me rappel un soir ou un detenu d'origine roumaine a souffert dans la nuit on a du appeler pandant longtemps cogner la porte fatigué et on n'a vue personne venir. dire qu'ils ont les ecrans de surveillence sa fait rire ce jour on n'a composé le 17 par le telephone de la porte rouge et c'est grace a la police qui a peu joindre le cra afin de leur dire que l'un des detenus avec un probleme de santé.sans medecin de reserver car il faudrais dire qu'apres 17h il n'y'a plus d'infirmiere.et c'est le lendemain que le detenu a pu voir l'infirmiere c'est desolant et s'il mourait ?

pour le coté juridique il y'a beaucoup a dire les avocats n'apportent pas d'aide aux personnes detenus en tant que tel il t'aide a faire le recourt et apres plus rien tu ne les vera plus jamain apres. meme pourles informations sur la suite de ton probleme auccun ne le fait je dirais a un certain momemt que ces avocats comis d'etat sont de colivalence avec... a coquelle la seul chose qu'ils veulent je ne parle pas des avocats mais de la prefecture et de la police c'est de rapatrier les etrangers ou de les obliger a demander l'asil parcequ'ils savent qu'en france on ne donne plus l'asile et que dans un centre de rettention les delais pour sont tres cour pour l'etude d'une demande et que de toute façons elle sera negatif et qu'apres ta liberation si tu y pavien une semaine apres si tu est interpellé tu y retourne dans un centre pour reprendre la meme procedure et la avec la certitude d'etre rappatrier j'ai pitier de cette france inhumaine par de par ses nouvelles loi.

le stress qu'on vie au cra est sans nom pour moi sa reste sans precedent. sans parler de la peur il faut dire de nos jours apres ma sortie je ne me suis pas encore remis du stress et de la peur et je me retrouve avec des trouble psychique ou il faut que je soit suivi mais je peux pas car je peux etre exclus d'un moment a l'autre pourtant ma souffrance et mon probleme est grandiose et de plus en plus j'ai peur et je ne cesse de deprimer et d'avoir la migraine meme en n'etant a l'exterieur je me pose la question de savoir comment sont ceux qui s'y trouve en ce moment. cra resté humain ainsi que la plus haute hierachie. pour les associations ils se battent comme ils peuvent et il faut dire qu'ils ne cesse de ce plaindre des mauvaises conditions dans les quelles les detenus vivent et rien ne change les nouvelles ne vont pas plus loin que dans le cra.et je me pose la question de savoir : si ces associations ne se trouvais pas ou n'etaient pas representées au sein du centre que serait devenus les detenus ? car ils sont pour plusieur un bon soutien de confort d'assurence de comprehenssion et d'amour merci a vous cimade et omi et ne baissés pas la main.



Le nouveau centre de rétention de Lesquins

7 décembre – des individu-e-s

le nouveau centre de rétention administratif est ouvert, depuis maintenant plus de deux semaines. Une campagne d'affichage a été lancé sur Lesquin et Lille afin d'informer la population. Il se trouve rue de la dréve près de l'aéroport, pas très loin de l'ancien centre de rétention. Celui-ci semble vide de ses retenu-e-s (info non confirmé).

Réfugiés de Dunkerque – Loon Plage

19 octobre - Aissa Zaibet



Photo du 15/10/06 : Réfugiés dans leur sommeil après la destruction de leur refuge.

Le 4 Octobre dernier, à Loon Plage, une cinquantaine de poli-ciers et des bulldozers acheminés par rail entraient en action pour détruire inutilement une Nième fois les abris de réfugiés à Loon - Plage. Une quarantaine de ces personnes était arrêtée.

Quelques jours après une majeure partie était de retour au même endroit, non loin du port Ferry de Loon-Plage. Les voici en photo dormant à même le sol.

Quand seront ils considérés comme des êtres humains ? Peut-on continuer à les ignorer ? http://refugies.over-blog.com



Le maquis même pas mort !

17 novembre – Le maquis

expulsion réussie d'un squat à Lille, 'Ville de la Solidarité'
16 novembre 2006, 07h00 : environ 40 flics armés-bottés-casqués d'une unité spéciale investissent la cuisine du premier étage et pénètrent dans les chambres quelques secondes après avoir pété la vitre.

Les squatteurs sont pris en photo et fichés, les keufs ricanent.

L'expulsion a lieu un jour d'école. L'école primaire Viala, voisine en bons termes du Maquis, n'est absolument pas au courant. Le petit jardin réalisé par les enfants sera piétiné et écrasé par les camions de la Mairie, propriétaire de ce lieu vide depuis plus de 5 ans. La directrice se rend sur les lieux, absolument dépassée, le flic en chef est à 2 doigts de l'embarquer.

Les enfants médusés par le spectacle se voient expliquer en classe la nature et les raisons d'un squat.

SQUATTE TOUT ! NIQUE TOUT !

Occupé depuis le 20 janvier 06 par 6 personnes, le Maquis était devenu un lieu de vie et d'habitation, proposant de nombreuses actions ouvertes au public : cours d'autodéfense gratuits, info-kiosque gratuit, friperie permanente gratuite, nombreux concerts de soutien,



projections-vidéo et discussions, répétitions groupes de musique, atelier de ressourcerie informatique, permanences et réunions de groupes politiques (...).

Les travaux qui destinaient ce lieu à l'école voisine n'auraient débuté qu'en été 2007, il n'était donc vraiment plus nécessaire de mener cette expulsion dès cet hiver... sauf si celle-ci avait des raisons politiques. Du genre nettoyer la belle Ville de la solidarité- de tous ses foyers de résistance visibles ou accessibles.
Lille 3000 ? Lille 3000 flics, oui !

Rue des Postes, place Casquette, rue de Mexico, Bois-Blancs, rue de Canteleu et maintenant rue de Colmar...
'Semaine de la Solidarité' ? ! ! La Mairie-Police a choisi quelle 'solidarité' elle octroyait à ses habitants : Mascarade et écran de fumée bobos sauce Bombay, Supercasino et Euralille II, Galeries Lafayette ou Mégacomissariat des Postes, elle a choisi son camp. Nous aussi.
Une expulsion : dix squats ouverts. On se reverra.
SQUAT'S NOT DEAD

Affaire Vanneste, c'est pas fini...

Deux ans après la condam-nation de ses propos homophobes, le député UMP de Tourcoing, C. Vanneste passe en Cour d'appel à Douai le 12 décembre.

Petit rappel des évènements début 2005, c'est dans un contexte de crise sociale, de montée de la précarité, du chômage, des vio-lences sexistes et homophobes que le Député UMP Christian Vanneste décide de s'en prendre aux person-nes et associations homosexuelles à l'Assemblée Nationale (lors du vote de la loi sur la Haute Autorité contre les Discriminations et l'Egalité), puis dans la presse. Voici un bref extrait des propos tenus par C.Vanneste et contre lesquels nous tenons à protester fermement : le « *com-portement homosexuel est inférieur au comportement hétérosexuel* ». Il "*est une menace pour la survie de l'humanité*". "*Le développement de l'homosexualité militante va de pair avec un déclin. La vie, c'est l'ordre et la hiérarchie des comporte-ments*" (journal "20 mn" du 7/12/04).

A l'Assemblée et à Tourcoing, l'élu UMP se prend pour le défenseur d'UNE Humanité. L'ordre pour lequel C.Vanneste fait du prosélytisme est celui de la famille traditionnelle, hétérosexiste et patriarcale. Vanneste avait été condamné à 3.000€ d'amende et 2.000€ de dommages et intérêts, versement de 1.000€ de frais de justice pour chacune des 3 associations plaignantes, et publication d'excuses dans la presse régionale.

Plusieurs évènements sont organisés à l'occasion du procès en appel :
- Rassemblement devant la permanence de Vanneste à Tourcoing le 05/12
- Projection à l'Univers (lille) le 08/12
- Rassemblement à Douai le 12/12 pendant le procès.



quebecor monde

7 décembre - drozerha

Quebecor World Inc, est une entreprise qui compte environ 31 000 employés d'imprimeries et d'ateliers de services connexes implantés aux États-Unis, au Canada, en Argentine, en Autriche, en Belgique, au Brésil, au Chili, en Colombie, en Espagne, en Finlande, en France, en Inde, au Mexique, au Pérou, au Royaume-Uni, en Suède et en Suisse.
L'engagement

Extrait d'un document affiché dans la salle de réunion du personnel du site d' HELLEMMES :

« Qualité sécurité environnement
Notre entreprise, soucieuse de son rôle au sein de la société et de son développement économique inscrit ces premiers étapes comme tremplin vers un système de mana-gement intégré « Qualité sécurité environnement » dans l'optique du développement durable, pour l'inté-rêt de toutes les parties intéressées

- *la satisfaction aux exigences de nos clients*
- *la satisfaction du personnel*
- *les attentes de nos actionnaires en termes de résultats*
- *les attentes des pouvoirs publics et autres acteurs*
- *les partenariats avec nos fournisseurs*

▸ *la stratégie du groupe*
Le comité de pilotage au nom de l'ensemble du personnel affirme son engagement afin d'y parvenir [...] je sais que je peux compter sur l'implication de chaque membre du personnel. Je fais confiance au responsable management qualité pour la conduite de ce projet. Je sais que chacun à HELLEMMES aura à cœur de l'aider dans sa mission au profit de notre collectivité... Il doit coordonner les actions avec les parties intéressées, valider la mise en œuvre et me rendre compte directement.
Le Directeur d'usine. »
« Satisfaction du personnel »

La direction Quebecor France évoquant des difficultés éco-nomiques, annonce le 12 octobre 2006 la fermeture progressive du site d'HELLEMMES avec une cessation de d'activité au 30 juin 2007, ce qui conduira à 230 licenciements de salaries(e) en contrats à durée indéterminée et plus de 40 intérimaires et entreprises extérieures compris, pour certains salariés ce sera la fin d'une quinzaine d'années de confiance.

« Satisfaction des actionnaires »
Deuxième plus important conglo-mérat, Quebecor est l'un des impor-tants imprimeurs commerciaux du monde.
▸ 15 millions d'euros de dividendes sur les deux dernières années
▸ 5 millions prévus en 2006
« Soucieuse de son rôle au sein de la société »
Un plan de restructuration à l'échel-le européenne, le groupe prévoit une nouvelle implantation à Char-lerois en Belgique. Cette délocali-sation permettra de définir un nouveau coût salarial plus avanta-geux à n'en pas douter. En tout état de cause l'unité d'imprimerie deve-nue trop coûteuse 270 salariés, 4 rotatives d'héliogravure sur un site déjà ancien du point de vue des ac-quis salariaux, sera remplacée par 2 rotatives ne nécessitant plus que 70 employés à production équivalente.

« Les pouvoirs publics »
Le Département, La Région ainsi que la Commune d'Hellemmes représentés par Pierre de Sain-tignon et Gilles Pargneaux plus un délégué du Conseil Général ne lais-sent entrevoir qu'un accom-pagnement de plan social.
Le 13 octobre à l'occasion d'une rencontre avec les représentants des salariés à la mairie d'Hellemes, les élus PS se limitent à panser et proposent la recherche d'un repreneur, une ré-industrialisation du site, ou le financement de formations... : un dispositif de traitement social en forme d'acquiescement institutionnalisé de pratiques libéral avéré laissant les salariés peu crédules, même si la CGT y voit quelques atouts...
Pierre de Saintignon souligne la responsabilité de Quebecor vis-à-vis de ses salariés mais il ne parle pas de moyens pouvant être mis en œuvre par la Région pour stopper la direction de cette entreprise.

Le combat
Depuis l'annonce de délocalisation les salariés trouvent les moyens d'interpeller par le bais de multiples actions tel que blocages de rue, rassemblements devant la préfecture et le Medef, une lettre à Martine, l'appropriation du lieu de production, actions de solidarité et séquestration du dirigeant Lesniak.

Le 28 novembre une manifestation intersyndicale : Fédération des travailleurs des Industries du Livre, du Papier et de la Communication CGT FO et des salariés de Quebecor affirment leur solidarité avec tous les salariés en luttes dans la région et organisent une grande manifestation à 11h30 Square Foch à Lille. Pendant cette démonstration bruyante et devant les caméras de la polices, une délégation de la CGT rencontrait le responsable régional du MEDEF.
« Au delà du vécu des salariés sur le travail dans la région » Pour la CGT la lutte des Quebecor d'Hellemmes est l'occasion d'amener la question du développement de l'industrie et des services dans le débat public. En effet au-delà des revendications liées aux pertes d'emploi direct (maintien des emplois, et de l'outil de travail) ce mouvement syndical majoritaire chez les Quebecor souhaite amener le débat sur la responsabilité Sociale et même environnementale des multi-nationales actrices de la mondia-lisation libérale (délocalisations, salaires restructuration, chômage).
« Les ouvriers n'ont pas à subir les choix des actionnaires, multina-tionales et entreprises » selon P. Detrez secrétaire général de la CGT Nord-Pas-de-Calais, il est temps de responsabiliser les entreprises et de concrétiser une Sécurité Sociale Professionnelle caractérisée par le maintien du contrat de travail, du salaire et des droits en cas de licenciement.

compléments sonors de l'article : http://www.passerellesud.org/



indymedia Suisse

Stop aux abus de la politique migratoire suisse !

11 décembre - ((i))

Il aura fallu qu'une jeune Ethiopienne de 16 ans soit battue, enlevée et puis violée dans son pays pour que son recours d'asile soit accepté en Suisse. Son acceptation a été décrétée, au cours de ce mois d'octobre, par la Commission Suisse de Recours en matière d'Asile (CRA), contrariant une décision de l'Office Fédéral de la Migration (ODM), qui avait refusé la demande d'asile de la jeune Ethiopienne en décembre 2005. Ce dernier fait est l'occasion de faire une vraie réflexion sur l'absence du critère de "sexe" dans les lois sur l'asile et les étrangers votées et acceptées le 24 septembre.

Il aura fallu qu'une jeune Ethiopienne de 16 ans soit battue, enlevée et puis violée dans son pays pour que son recours d'asile soit accepté en Suisse. Son acceptation a été décrétée, au cours de ce mois d'octobre, par la Commission Suisse de Recours en matière d'Asile (CRA), contrariant une décision de l'Office Fédéral de la Migration (ODM), qui avait refusé la demande d'asile de la jeune Ethiopienne en décembre 2005. La gravité du fait a mené la CRA à publier le jeudi 26 octobre une décision de principe qui évoque la problématique des enlèvements des jeunes femmes à des fins de mariage forcé en Ethiopie, où environ 70% de mariages sont réalisés après que la femme ait été victime d'un enlèvement, souvent suivi d'un viol. Cette avancée du CRA pourrait influencer l'ODM à accorder automatiquement le statut de réfugiée à toute femme victime de sévices liés, par exemple, à un mariage forcé. Mais dans une déclaration parue dans le quotidien Le Temps du 28 octobre, l'Office Fédéral de Migration déclare à ce sujet que : "ces demandes d'asile continueront à être analysées individuellement et les décisions prises au cas par cas".

Toujours selon le même quotidien, en juin 2006, "la CRA a explicitement reconnu la persécution non-étatique comme motif donnant droit au statut de réfugié. Une grande première: la Suisse restait l'un des derniers pays européens à ne pas le faire". Malgré ce pas en avant de la CRA, il reste encore un long chemin à parcourir jusqu'à ce que certains actes de violence subis par les femmes dans le monde soient considérées comme des raisons suffisantes à l'obtention du statut de réfugiée. En tout cas, ce dernier fait est l'occasion de faire une vraie réflexion sur l'absence du critère de «sexe» dans les lois sur l'asile et les étrangers votées et acceptées le 24 septembre.



SUR L'ABSENCE DU CRITERE DE "SEXE" DANS LES NOUVELLES LOIS SUR L'ASILE ET LES ETRANGERS !

En acceptant les nouvelles lois sur l'asile et sur les étrangers, le 24 septembre dernier, la majorité des 48,3% de Suisses (avec droit de vote) qui ont voté, ont fermé les portes de l'immigration, influencés par une forte campagne politique qui criminalise et stigmatise de nombreux immigrants et requérants d'asile en les qualifiant d'abuseurs, de profiteurs, de menteurs, voire de délinquants et de personnes violentes. Ce que beaucoup ont oublié est le fait que ces considérations, même s'il était vrai pour les hommes, cet imaginaire ne s'appliquent pas ou très peu aux femmes, qui demandent de plus en plus l'asile et se servent de la migration comme une stratégie pour se libérer de vrais abus commis par une violence patriarcale qui traverse toutes les frontières (et ceci «sans papier» !).

indymedia Toulouse

ABSTENTION... ! !

18 septembre - los solidarios

Le personnel politique change mais la politique reste la même
Nous avons toujours combattu la duperie de l'alternance politicienne à l'occasion des rendez-vous électoraux. Même quand ils se revendiquent de « gôche », les partis du pouvoir sont au service des patrons, et en fait ne font que se passer le relais afin de perpétuer la même logique politique contre l'intérêt des travailleurs. Qu'il s'agisse de détruire la Sécurité Sociale, de brader les services publics sur l'autel de l'Europe du fric et de la spéculation, d'expulser les sans-papiers, de matraquer les mouvements de contestation sociale, si les formes varient un peu, le contenu politique est le même : c'est organiser l'exploitation et l'oppression du plus grand nombre pour permettre toujours plus de profit pour la minorité d'accapareurs de richesse.

Nous somme appelés à voter pour choisir quelle majorité démolira le système de retraite, autorisera les licenciements spéculatifs, déréglementera le travail pour permettre la généralisation de la précarité de l'emploi, renforcera l'arsenal juridique criminalisant encore plus le refus de la misère et de l'exclusion. Nous refusons ce choix.
NOUS NE MARCHONS PAS.

Nous appelons à l'abstention, non pas pour témoigner d'un refus passif du système politique de gouvernement, mais pour donner du poids aux luttes sociales actuelles et mieux préparer le terrain.
à celles futures qui se mènent nécessairement hors du jeu politique institutionnel. S'abstenir, c'est aussi pour affaiblir le crédit du gouvernement qui sortira des urnes et frapper d'or et déjà d'illégitimité les mesures qu'il mettra en œuvre. S'abstenir enfin, parce que dans ces élections dont le vainqueur connu d'avance est le patronat, l'abstention est le seul geste qui traduit un choix politique véritable.
D'ailleurs, n'est-il pas évident que le niveau élevé de défiance envers le jeu politique institutionnel va de pair avec le niveau tout aussi élevé de soumission du pouvoir politique au pouvoir économique représenté par le MEDEF ? Ainsi quand le Parti Socialiste projette la création de «fonds d'épargne solidaire des salariés» détourné de nos cotisations retraites,

c'est la droite et Ernest-antoine Seillère qui applaudissent ces «fonds de pension» très tendance chez les jeunes loups du PS.

Agir plutôt qu'élire

Défier le système : c'est agir contre lui. Voter où faire voter pour un candidat, fût-il d'extrême gauche, ne représente pas le moindre défi. Qu'ils se dissent écologistes, de gauche ou d'extrême gauche les candidatures électorales ne servent qu'a récupérer les luttes sociales en les vidant de leur potentiel de remise en cause de la société et à entretenir l'illusion que le résultat électoral peut être un tremplin pour le développement des luttes. Les mouvements sociaux et leur développement sont sur des dynamiques indépendantes des échéances électorales et lorsqu'une échéance électorale croise une mobilisation sociale, cela à toujours eu pour effet de freiner, voire de stopper son développement.

Se réapproprier la politique pour se réapproprier la vie

L'abstention ne marque pas un temps d'arrêt dans les luttes, un moment à part dans les conflits sociaux. Au contraire, à la différence d'une campagne électorale qui dépossède les acteurs des finalités de leur lutte et propose que d'autres la poursuivent à leur place sous d'autres formes, l'abstention s'inscrit dans la continuité de l'action et traduit la volonté d'en garder le contrôle. Il ne saurait y avoir de différence de nature entre la politique et les luttes sociales. La politique n'est pas la partie noble de l'action de transformation de la société, la tête, et les luttes sociales ne sont pas la partie ingrate, les jambes, reléguant leurs acteurs dans une situation d'arrière plan. Les luttes sociales sont l'arme essentielle pour imposer de réelles transformations de la société. Elles sont authentiquement politiques, non pas au sens politicien du terme, mais au sens où elles manifestent la volonté de ceux et celles qui sont exclus des leviers réels du pouvoir de se réapproprier leur vie. Elles déterminent le rapport de force réel dans l'antagonisme de classe qui oppose la grande masse des opprimés et exploités au pouvoir politique et économique. Elles expriment la dimension subversive réelle des revendications et mettent l'accent sur les enjeux de société.

Notre anti-électoralisme ne signifie pas une indifférence devant les élections. Bien au contraire, car l'électoralisme agit à l'encontre des luttes sociales, à l'encontre de leur capacité à élaborer un contenu et une stratégie anti-capitaliste, élément d'un contre-projet de société. En cohérence avec nos pro-positions d'alternative autogestionnaire, nous agissons au présent à la mise en pratique des valeurs de solidarité, d'égalité et de liberté au travers de :

- l'engagement direct dans la lutte des intéressés qui ne délèguent pas aux politiciens la concrétisation de l'action mais qui se donnent pour objectif d'obtenir satisfaction, même partiellement, par la mobilisation et le rapport de force créé.
- La pratique de la démocratie directe permettant une élaboration collective, qui reflète les préoccupations des intéressés plutôt que de se voir imposer celles des états-majors politiques, et un contrôle sur la conduite et la finalité des luttes plutôt que de les voir instrumentalisées à des fins politiciennes.

L'autogestion des luttes aujourd'hui, c'est l'apprentissage actif de l'autogestion future de la société. Cette conception de l'individu, débattant démocratiquement et agissant directement depuis son lieu de travail et de vie, et devenant ainsi le sujet actif d'une politique maîtrisée collectivement depuis la base et acteur de solidarités horizontales, n'est pas à mettre entre parenthèses en période électorale. Au contraire, il, s'agit de la réaffirmer avec d'autant plus de force que l'électoralisme vise à déposséder le mouvement social de son autonomie politique pour l'entraîner sur le terrain des institutions étatiques, instances huilés, codées, truquées, qui immanquablement réduisent à l'inefficacité toute contestation sociale.

http://collectiflibertaire.free.fr/lpa/repertoire/manifeste.htm



La politique est ailleurs

21 septembre – Jean Baptiste

Pourquoi il est inutile et même nuisible de voter

Supposons que vous vous sentiez «de gauche».(1)
Supposons même que vous vous disiez «de gauche».

Vous pensez donc qu'il faut lutter contre le capitalisme. Vous pensez que les choix qui déterminent la vie de tous ne doivent pas être dictés par les organisations patronales. Sinon, on voit mal comment vous pourriez vous dire «de gauche».
Si telle est vraiment votre conviction, qu'espérez-vous en allant voter ?
La question est très sérieuse. Bien entendu, si l'on peut dire qu'il est non seulement inutile mais même nuisible d'aller voter, c'est dans les conditions actuelles, et non dans l'absolu. Il est indéniable que, si l'on met en place les conditions de quelque chose qui ressemble à une vraie démocratie, on ne peut pas toujours se passer du vote.

Mais, dans les conditions actuelles d'exercice de notre «droit» de voter, que peut-on en espérer ?
Croit-on que la désignation d'un homme ou d'un parti – au «mieux» d'une coalition de partis – puisse lutter efficacement contre le capitalisme ?
Le capitalisme, ce n'est pas quelqu'un, ni un groupe d'individus. Le capitalisme, c'est un mode de «fonctionnement» de la société – un mode de dysfonctionnement, devrait-on dire, même si quelques-uns croient, avec quelques apparences, qu'ils en tirent quelque profit. Personne ne l'a inventé ou créé. Mais, qu'on le veuille ou non, presque tout le monde participe à cette organisation, à des degrés divers : en recevant ou en donnant un salaire (en échange d'un travail qu'on ne ferait pas de la même manière, voire qu'on ne ferait pas du tout, sans cela) ; en achetant ou en vendant des biens (qui ont été produits dans ce système, sur la base de l'exploitation de la force de travail) ; et même en payant ses impôts, etc.

Plus largement, le capitalisme n'est possible que parce qu'il s'appuie sur des idées plus présentables, notamment sur ce qu'on appelle «libéralisme», ou «esprit libéral». Il faut rappeler que le libéralisme, avant d'être une conception purement économique, est une façon de se représenter l'individu et la société

humaine, qui est née à la fin de l'Ancien Régime : elle suppose l'homme capable de devenir parfaitement rationnel, autonome, d'agir uniquement en fonction de son intérêt, et estime que la coexistence que tous ces individus produira un jour, assez miraculeusement, un tout cohérent qui profitera à tous. On voit le lien étroit qui existe entre un tel libéralisme et le capitalisme.

Dans ces conditions, face à cette conception du monde qui imprègne largement tous les esprits, comment croire qu'il est possible de lutter efficacement contre le capitalisme en sélectionnant un ou plusieurs candidats – des candidats de surcroît censés s'occuper plus ou moins seuls, dans leur coin, de «régler» les problèmes de tous ?
Comment ne pas voir que les élections, telles qu'elles «fonctionnent» actuellement, organisent la division, ou du moins participent à l'organisation de cette division, et donc qu'elles aggravent le mal plutôt que de le résoudre ?

Telle fraction du peuple souffre plus particulièrement de tel problème : elle est tentée de voter plus particulièrement pour tel candidat. Telle autre fraction de la population souffre de tel autre problème: elle croit que tel autre candidat est un peu moins mauvais. Si celui-ci arrive au pouvoir, comme il ne peut pas résoudre les problèmes de ceux qui l'ont élu, puisqu'il n'a pas les moyens de s'attaquer de front au capitalisme, il est néanmoins tenté de les épargner davantage : il aménage les choses pour qu'ils subissent un peu moins les conséquences du «fonctionnement» général... Et les autres parties de la population n'en conçoivent que plus de dépit, de colère, de rage parfois... et la ronde des candidats continue, chaque électeur participant à l'oppression de tous, en toute bonne conscience.

Mais on vous entend bouillir : tous les partis ne se valent pas !
Peut-être, en effet. Il y a peut-être plus de naïfs ici, plus de cyniques là. Et un tel semble mieux décrire qu'un autre l'ensemble des maux dont souffre la société.
Mais est-il bien raisonnable d'imaginer qu'un tel réussira à affronter le capitalisme avec ses petites mains, là où tant d'autres, très différents, ont échoué – de Lénine à Lula, en passant par Jaurès, Chavez ou Jospin – à supposer, d'ailleurs, qu'ils aient tous vraiment essayé ? La meilleure preuve de leur impuissance se lit dans les discours : tous, ils ont «abandonné» la lutte frontale contre le capitalisme ; tous, ils se donnent du temps. Et pourtant, il n'y a rien de plus urgent : le capitalisme fait chaque jour des ravages dans le monde, et n'a jamais autant progressé dans les esprits que depuis que « la gauche» est arrivée au pouvoir, en URSS, en France, ou ailleurs ; parce que « la gauche » n'a souvent fait que cela : donner l'illusion que le peuple est écouté, habiller de modernité les projets du capital et, ainsi, les faire mieux accepter.

Voilà pourquoi il est dangereux d'aller voter : on contribue à maintenir une illusion. L'illusion que nous vivons en démocratie. L'illusion que l'on pourra lutter contre le capitalisme en élisant un individu ou un groupe d'individus à des fonctions politiques spécialisées.
Dans ces conditions, pourquoi voter «par défaut» ? En choisissant éternellement «le moindre mal», on contribue à la perpétua-tion du problème. On tombe dans le piège de sanctionner alternativement «la gauche» et «la droite». Et on finit peut-être par donner des idées à des individus qui ne se présentaient, à l'origine, que «pour protester»...

Jean-Baptiste

N.B. : Évidemment, on nous objectera qu'un tel discours «fait le jeu» de «la droite» ou de «l'extrême droite». À cela, beaucoup de réponses pourraient être apportées. En voici une, qui découle directement de ce qui vient d'être dit: si beaucoup de gens cessaient de voter précisément pour ne plus soutenir un ordre injuste, pour ne plus participer à la mascarade, il n'y aurait plus grand chose à craindre des conséquences d'une désaffection massive des urnes ; il y aurait même tout lieu de s'en réjouir. Celle-ci n'est dangereuse que dans l'état d'apathie actuellement organisé. Or, en se dégageant de l'illusion que constitue le vote, on libère une grande puissance d'action, du moins potentiellement. Entre autres effets, cela permet de rassembler tous ceux qui sont révoltés, mais divisés par les écuries électorales – et ils sont nombreux. Cela permet de se placer dans la perspective, la seule propre à donner de l'espoir, d'une reconquête de la démocratie, sur d'autres terrains. En effet, pour empêcher un tyran de gouverner, ce n'est pas la peine de le renverser, par la force ou par les urnes. Il suffit de ne plus entourer le trône. C'est loin d'être facile, bien sûr, et ça ne se fait pas en un jour, tant le tyran est secondé par des tyranneaux, et tant les trônes sont dans les têtes. Mais c'est probablement la seule solution.

Note 1 : On doit pouvoir aboutir à la même conclusion pour ceux qui se sentent «de droite», mais évidemment par un cheminement différent.

http://www.autonomie.org

La spécula immobiliaris

18 novembre – Igor

C'est une maladie atroce qui ronge nos villes.
Elle commence à s'attaquer au coeur puis s'étend inexorablement vers les périphéries, jusqu'au-delà des périphériques, où se multiplient à l'infini des zona commerciales et des zona dortoirs mortifères.
Regardez ! la triste figure de ces façades murées, muettes, vouées à l'agonie lente, qui, attendant le coup de grâce de la démolisseuse, pourrissent de l'intérieur !
Regardez ! les chantiers purulents qui pullulent dans le hululement des promoteurs immobiles, dont les dents acérés déchiquètent jusqu'au dernier quartier populaire !



Regardez ! ces loyers démoniaques qui bondissent et qui niaquent, attaquant à la gorge les globules démunis ! regardez ces prix exorbitants qui s'affichent avec violence pour une simple cellule de moine !

Regardez-la, cette maladie infâme et putride, qui rend chaque jour nos villes encore plus vile, elle s'appelle « Speculatio Immobiliaris », et rien ne semble arrêter son élan ! Sa course effrénée ne laisse derrière elle que désert de béton, délires d'archidutect, billards pour automobiles parcourant des quartiers courrant d'air, où naviguent des globules pressés de rentrer se terrer dans leurs organes sécurisés !

Tandis que nous, les globules, asphyxié par cette maladie terrifiante, harcelés sans répit par des lymphocytes bleus, nous nous dépatouillons comme nous pouvons mais en restant groupir, car nous avons bien compris que c'est notre seule chance de survie... Combien d'entre nous ont déjà été phagocités par le cancer de l'Ultracité ?

Sans relâche, les lymphocytes bleus accompagnés parfois du redoutable bacille « Huissiex », nous traquent, nous délogent des organes abandonnés dans lesquels nous avons trouvés refuge et que, par notre présence et notre activité, nous faisons revivre. Sans relâche, ces lymphocytes bleus attrapent les plus isolés d'entre nous pour les expulser sans autre forme de procès du corps social, parfois en les enfermant jusqu'à l'agonie dans un organe hypertrophié et reculé appelé « prison ».

Globules ! Ne nous laissons pas abattre un à un par cette maladie qui, au dire de tous les neurones du cerveau central, est incurable ! Nous refusons le destin qu'on nous trace, et nous recherchons activement dans nos laboratoires l'antidote ! Nous savons déjà, nous en avons acquis la certitude, que cette « Speculatio Immobiliaris » est une maladie génétique du Capitalisme, mais nous cherchons chaque jours, dans nos Laboratoires Autonomes Clandestin, le remède qui fera changer cet effroyable destin !

Aujourd'hui, nous avons besoin de votre aide ! de l'aide de toutes et tous les globules, de votre soutient, pour continuer nos recherches qui, soyez en certains, profitent à tous ! soutenez nous, nous avons un besoin vital de vos dons en nature ! Faites vos promesses de don de toutes les natures, O globules, et nous vaincrons ensemble l'horrible maladie !



Le désespoir est assis sur un banc... *écrivait Jacques Prévert.*

7 décembre -

Aujourd'hui, à Toulouse, le désespoir n'a plus même le droit de s'asseoir sur un banc.

Un fait divers, le drame du Pont-Neuf le 12 septembre dernier, a fourni à la Mairie le prétexte pour se lancer dans une politique répressive vis-à-vis de tous ceux qui n'ont pas de domicile fixe. Création d'une délégation contre la « marginalité agressive ».

Formation d'une « Brigade Anti-Marginalité » (BAM) au sein de la police municipale. Vote d'un arrêté anti-camping sauvage. Sur le terrain : harcèlement des S.D.F., interpellations, amendes, déplacements forcés (200 personnes vivent sous tente sur la commune). Si on y ajoute l'évacuation brutale de plusieurs squats, culturels ou d'habitation, tout témoigne d'une volonté délibérée de nettoyer l'espace public.

Haro donc sur les « marginaux » ! Mais de qui parle-t-on quand les difficultés de logement touchent un nombre toujours croissant de personnes ? Chômeurs, Rmistes, précaires, travailleurs pauvres... chacun mesure l'effritement des statuts et des revenus.

Où ça s'arrête ? Où commence la marge ? Qui a fait le « choix » de son sort ? Qui fait partie des « classes dangereuses » ? Qui va subir le bâton et qui, encore un temps, la carotte ?

La Ville rose jouit d'une image forte. Dynamisme, douceur de vivre, convivencia méridionale... L'effet carte postale est recherché ; la Mairie lance d'ailleurs l'accueil de tournages cinématographiques comme nouvelle vitrine de pub. Mais la ville transformée en décor peut devenir invivable. Dans un centre aseptisé, les gens de la rue font tache. Notre société d'abondance ne les perçoit plus que comme des déchets, gênants, honteux.

Aux pauvres on enseigne depuis longtemps la honte.et le dos courbé. Maintenant il faudrait en plus que l'on ait peur.de ceux qui en sont réduit à dormir dans la rue. Dans certains logements on refuse de payer des loyers, ailleurs on conteste des factures d'eau hors de prix. Récemment un squat a même été repris après son évacuation à Toulouse.

Dans notre ville aujourd'hui des gens de la rue résistent, organisés dans un collectif S.D.F. De la rue ou pas, nous sommes d'abord pareillement des humains, voisins d'une même cité, passants d'un même trottoir. La ville appartient à tous et chacun doit y avoir sa place.

Retrouvons-nous, agissons ensemble pour ne plus subir, lundi 11 déc 2006, au lieu dit La Chapelle, 36 rue D.Casanova.

Expulsion du couvent, la révolte couve

8 décembre - Les Demoiselles du Couvent

Lundi 27 novembre 2006 une centaine de policiers armés et dangereux ont expulsé les trente squatteureuses qui

occupaient joyeusement l'ancien couvent de l'avenue Crampel à Toulouse, propriété de la multinationale ORPEA, qui s'apprête à le raser.

« Notre chiffre d'affaires atteindra 500 millions d'euros en 2008 » Jean-Paul Marian, Président d'ORPEA Journal des Finances n°6149

Quelle merveilleuse idée de construire un camp pour vieux riches à la place du couvent de l'avenue Crampel ! C'est vrai que la bande de squatteureuses qui occupaient l'espace depuis octobre n'avaient rien de mieux à proposer qu'un jardin potager autogéré ouvert sur les habitants du quartier, une cuisine végétalienne à prix libre, des ateliers de répétition pour musiciens désargentés, un atelier vélo, des cours de boxe, un centre de média indépendant, un espace collectif hors contrôle ouvert aux participations de toutes et tous, dans un lieu vide et désaffecté depuis plusieurs années.

Merci ORPEA de nous expulser

Nous avions oublié l'heure de notre départ : une compagnie de CRS, une autre de gendarmes mobiles, les RG (notre chère police politique), la BAC et les huissiers nous l'ont rappelé ce lundi 27 novembre 2006 à 6h30 du matin avec deux sommations, trois coups de béliers et hop ! la brigade canine et des hommes armés et dangereux nous ont offert le petit déjeuner au lit avec supplément : contrôle des identités et des véhicules en



toute « légalité républicaine » à laquelle notre vieille connaissance le commissaire divisionnaire Fricounet tient à coeur. Du coeur à l'ouvrage, donc, il en a fallu pour déménager les trente sans logis qui vivaient là heureux à l'ombre des arbres centenaires qu'ORPEA ne manquera pas de raser pour agrandir son couvent qui n'est pas rentable en l'état. Nos amis les huissiers qui ne nous ont pas donné leur nom, ni l'ordonnance d'expulsion, ni le procès verbal, ne faisaient qu' « obéir aux instructions » et nous ont proposé une équipe de déménageurs (qui se sont servis au passage, nous soulageant de quelques affaires), ainsi que des camions de déménagement. Nous avons poliment refusé, ne voulant pas abuser de la générosité des vautours.

Nos gentils expulseurs avaient tout prévu, y compris une équipe de maçons-décorateurs, trois palettes de parpaings et une bétonneuse. Ils ont redessiné amoureusement le nouveau cadre de vie du quartier des Demoiselles dans le plus pur style bunker. Dorénavant, le couvent de l'avenue Crampel ne manquera pas d'offrir au public ses fenêtres emmurées, son jardin en friche et ses bâtiments désaffectés, dans l'hypothétique espoir qu'une maison de retraite chimicalisée redonne vie au quartier.

« ORPEA profite du vieillis-sement de la population »

« Le titre [en bourse d'ORPEA] a gagné plus de 90 % depuis le début de l'année alors qu'il avait déjà fortement progressé au cours des années précédentes. Orpéa profite du vieillissement de la population ». Eh non, ce n'est pas nous qui le disons mais Jean-Claude Marian, président d'Orpéa, grosse compagnie européenne de gestion de maisons de retraite, propriétaire du couvent des Demoiselles et de quelques 110.000 mètres carrés de logements. « Comme tout le monde, nous étudions l'hypothèse de créer, à l'horizon 2007, une société d'investissement immobilier cotée [en bourse] ». Comme tout le monde nous étudions l'hypothèse de créer, sans plus attendre, des foyers de résistance anticapitalistes et non marchands.

La chasse aux Squatts Toulousains est un secteur d'activité en pleine expansion de la technopolis Airbus ; elle entre dans la politique de diversification de sa mono industrie, avec la création du pôle des Cancéreux sur feu le site AZF. Car pour attirer 10.000 nouveaux toulouzins chaque année il faut des résidences sécurisées, loin des caillassages de commissariats et autres autobus immolés sur l'autel de l'Intégration Républicaine ; il faut aussi raser des quartiers populaires avec un « grand projet de ville », faire tomber de la barre HLM - foyers d'insurrections criminogènes - et disperser les « marginaux agressifs » des terrasses du café Florida ou du tabac de nuit La Pipe. Pas de pitié pour les squatteurs ! Voilà le nouveau cri de guerre sociale pour des cités aseptisées, gentrifiées, idéales. Les quartiers vivants disparaissent les uns après les autres dans l'indifférence générale, sur fond de hausse des loyers et de restructuration immobilière. La bourgeoisie s'étale, elle a déjà gagné. Réjouissons-nous : avec elle tout n'est que luxe, calme et volupté, pour ceux qui en paient le prix.

Le 26 octobre, le Clandé est réoccuppé le soir de son expulsion par trois cents enragés amoureux des squatts à la gueule de bois : quel sacré pied de nez ! Et pourtant le commissaire Fricounet a le nez creux : « C'en est fini de l'impunité des squatts à Toulouse ! » grogne-t-il. Et nous avons la mémoire longue : la Datcha, Barbatruc, Fontaine Lestang, le CSOA, le Bikini, Calberson, la Roseraie et les dizaines d'expulsions faites dans le silence de l'indifférence. Et toutes celles aussi contre lesquelles nous nous battrons, pour ne pas vivre sous une tente prêtée par Emmaüs au bord de la rocade.

« Un squatt est un squatt, une atteinte à la propriété »

Il est des moments rares où l'on ne peut qu'être en accord avec le Maréchal Sarkozy. A la propriété privée et sa gestion quotidienne de milliers de logements laissés vaquants, nous répondons par l'usage collectif des immeubles et des maisons vides. Chaque squatt est un acte politique. Nous n'avons pas besoin des réunions de quartier organisées par la mairie pour que les habitants se donnent l'illusion de participer à une action publique qui leur échappera de toute manière ; chaque assemblée de squatt prend des décisions collectives dont l'horizon est de se substituer à toutes les autorités, à tous les usurpateurs.

André Viaud, karcherisateur provincial et envoyé plénipotenciaire du Sarkosysme à Toulouse sera-t-il le Simon de Montfort de l'hérésie squatt dans la région ? Ou les enragées toulousaines relèveront-elles l'affront du liquidateur de l'héritage de vingt cinq ans de contre culture autonome ?

indymedia Liége



Vidéosurveillés, on veille sur vous

6 septembre - Broccolis

Action du Collectif liégeois contre la vidéosurveillance pour dénoncer l'implantation de 109 caméras dans le centre ville d'ici décembre.

Jeudi 28 septembre, presque sur le coup de midi, le Collectif liégeois contre la vidéosurveillance à fait sa première sortie pour dénoncer l'implantation de la phase 3 de vidéosurveillance urbaine. Soit 109 caméras d'ici décembre, placées au-dessus de nos têtes pendant nos courses, nos ballades, nos discussions entre potes, nos câlins amoureux... pour mieux nous protéger. Sauf qu'une caméra ça ne nous protège de rien du tout (pas même Joe d'un racket, ni d'un coup de couteau). Par contre ça te fout la gêne de savoir que quelqu'un te surveille, te scrute, voire prend plaisir à suivre tes agissements et te cataloguer dans quelque base de donnée. Juste histoire de dire adieu à la conscience tranquille. Une traversée à un feu rouge et voilà le doute qui s'insinue à chaque passage sous une caméra : M'ont-ils vu ? L'ont-ils mis dans leur dossier ? Non, bien sûr. Sauf que... Une caméra ça permet de retrouver des coupables, les assassins de Joe tout comme celui qui commet une infraction dans un rayon de 100 mètres autour de la caméra,... Bref, ça réprime. Ca protège pas, ça réprime. La caméra de vidéo surveillance est l'objet qui bousille le premier pilier de la vie en commun : la confiance mutuelle et la responsabilité civile. La caméra de surveillance installe entre les citoyens et les autorités publiques un rapport malsain basé sur le soupçon et la culpabilité. Loin de créer un sentiment de sécurité elle va amplifier le mal être général et donc accroître les risques de réactions agressives et violentes. Mais si tu fais tabasser au coin de la rue, pas de problème, les caméras retrouveront les coupables qu'on balancera en prison et... tant pis pour toi.

Voilà ce que nous propose la majorité communale sortante, plutôt que d'explorer les voies de la proximité humaine et de la responsabilisation. Est-ce vraiment plus difficile ? Alors n'oublie pas que le vote est obligatoire le 8 octobre et que les trois « grands » partis vont main dans la main pour le tout sécuritaire et... qu'une phase 4 d'implantation de caméras est aussi prévue.

Compte-rendu Street Party

6 octobre - Anonyme.

Compte-rendu de la street party du samedi 8 octobre à Bruxelles.

On arrive vers 14h dans le petit parc autour de la Porte de Hal, il y a entre 600 et 900 personnes qui sont éparpillées un peu partout: familles, pounks, banlieusards, fêtards, jeunes et vieux, ... Le milieu alternatif bruxellois est là, il y a aussi pas mal de néerlandophones et des gens de Liège, Arlon... Un camion qui diffuse du hip-hop, la samba de Gand et d'autres groupes de musique. La police aussi est présente, visible mais pas trop, on ne perd rien pour attendre...

On attend une heure, une heure et demi dans le parc, puis le cortège se met en marche... le temps de faire une dizaine de mètres, et la police entoure immédiatement la foule. 2 autopompes et 150 policiers en tenue de combat bloquent les 3 rues autour du rassemblement, pendant qu'un autre cordon se forme à l'entrée du parc, nous coupant toute issue. La tension est palpable, certains vont se placer juste en face des cordons policiers pour danser, crier, agiter les drapeaux noirs... Des flics munis de caméras et d'appareils photos mitraillent pour compléter la base de données de la police.

On reste un certain temps (3/4 d'heures?) dans la souricière, pas mal de gens s'en vont, d'autres peignent sur le sol et un peu sur les murs, les groupes de rap et les musiciens essayent de maintenir l'ambiance. Ca s'éternise, on est plutôt pessimiste, les seules possibilités qu'on voit sont le dispersement ou l'affrontement, suicidaire vu le rapport de force.



Et soudain, un des cordons policiers s'écarte laissant le cortège s'élancer sur la voie publique. Il y a encore plus ou moins 400 personnes qui vont rejoindre en musique les bâtiments occupés par le collectif COLERe, plus haut sur le boulevard de Waterloo. Nouvelle halte, les gens prennent le soleil, discutent, jonglent, dansent un peu...

On rentre dans les bâtiments occupés. Impressionnant, un immeuble de 4 étages appartenant à l'église de scientologie, de la moquette partout, des plafonds blancs et travaillés. Il y a un accueil tenu par 4, 5 occupants, on y trouve le compte-rendu de la dernière assemblée du collectif, l'avis d'expulsion (pour lundi) envoyé par le propriétaire, des tracts relatifs à différentes manifestations. Pour ce qu'on peut en voir, ça a l'air assez organisé, plus logement collectif que squat punk. Les

occupants ont l'air content de notre visite, un d'eux va prendre la parole sur le camion et met en avant la similarité entre leur démarche et celle de la street party.

Le cortège se remet en marche et revient vers la Porte de Hal, où se trouve l'objectif (secret) du parcours: un immeuble inoccupé, tout prêt à accueillir un nouveau centre social. Les policiers ne sont manifestement pas au courant, ils ont formé un nouveau barrage... 3 mètres en-dessous de la porte de l'immeuble inoccupé smile

Les manifestants se placent face au cordon policier, et soudain la porte de l'immeuble est ouverte, 30, 40 personnes rentrent puis les flics font mine de vouloir prendre possesion de l'entrée. La porte est immédiatement refermée, il y a une bousculade et un gros coup de gaz lacrymo. Le foule s'écarte en suffoquant, abandonnant l'entrée. Il faut 4, 5 minutes, le temps de cracher ses poumons et de pleurer un bon coup, puis on se repositionne devant l'immeuble, une grande banderole "on ne nage pas à contre-courant, on sort de la rivière. TOUT EST POSSIBLE" est hissée sur la façade.

Le face-à-face va durer 2 bonnes heures, des renforts de flics arrivent, une autopompe et un hélico sont de la partie (la journée a dû coûté qq millions de francs à la ville de Bruxelles). La tension sera de nouveau assez forte mais il n'y aura pas d'affrontement. Petit-à-petit, les gens rentrent dans l'immeuble jusqu'à ce que la porte soit laissée ouverte. A l'intérieur, les murs commencent à être repeints, un groupe de rap tient le crachoir en attendant René Binamé, un bar se met rapidemment en place, et la fête se poursuit...



[VW Forest] la voiture du peuple...

6 novembre - Jacky Degueldre - Présence et Action Culturelle

Forest sur les licenciements à l'usine VW.

J'habite à Forest et, en cette triste matinée du mercredi 22 novembre 2006, je songe avec colère et tristesse à ces milliers d'ouvriers et employés qui vont perdre leur emploi forestois chez Volkswagen parce que la maison-mère allemande, horrible mère infanticide, en a décidé ainsi, froidement.

J'habite à Forest et, entendant l'une et l'autre nouvelles sur Vivacité! Bruxelles (quelle ironie), je vomis d'autant plus la Bourse bruxelloise, ses courtiers et ses boursicoteurs qui dans le même temps, me dit ma radio, ont fait cyniquement grimper de 40 à plus de 80 € la valeur de l'action Volkswagen.

Accroissement des valeurs, faire de l'argent, "value for money". L'homme, lui, n'est pas une valeur.

J'habite à Forest et je connais un sympathique jeune futur échevin forestois de l'emploi qui s'est rêvé parmi les "Changeurs de monde" de son premier livre. Et qui, ce matin, doit avoir la rage au cœur en observant les méfaits de ce capitalisme d'aujourd'hui, qu'il qualifie si justement, non plus de système conservateur, mais de système "régressiste": "Il ne veut plus rien conserver. Au contraire, il est régressiste en ce qu'il travaille à détricoter tout ce qui fait obstacle à son idéologie de la loi du plus fort. Comment? En confisquant les deux instruments de nos élus: le budget et la force de loi".

Il est nouvel élu à Forest, le jeune homme lucide qui écrit cela. Et qui se veut progressiste engagé, socialiste de cœur et de raison, homme de gauche prônant, au-delà des clivages traditionnels, "les solidarités chaudes" autour des initiatives citoyennes de bénévolat et des valeurs communes que sont l'égalité, la solidarité, la convivialité même. Il a tenu à s'occuper de l'emploi et de l'intégration sociale parce que son père lui-même a été au chômage durant cinq longues années et que, le précariat au lieu du salariat, il connaît. Moi aussi. Plus qu'un honneur, c'est un devoir pour moi de siéger dans le comité d'accompagnement qu'il se constitue pour sa difficile mission.

J'habite à Forest, jadis toute verte et boisée comme son nom l'indique, et je pense à mes amis demandeurs d'asile du mouvement caritatif Convivial, basé lui aussi dans le bas de Forest, une de ces initiatives citoyennes, bel exemple de ces "solidarités chaudes", où je me suis ingénié avec eux, deux années durant, à faire d'un parking asphalté et désertique en bordure du chemin de fer un potager solidaire, le "Jardin des Déracinés" comme nous l'avons appelé, un instrument d'intégration sociale et interculturelle. C'est à un bon kilomètre à vol d'oiseau du méga-site industriel de Volkswagen et de son "Automotive park" flambant neuf et bientôt déserté, en lisière de la même saignée ferroviaire qui balafre le sud-ouest de la région bruxelloise et mange la moitié du territoire communal forestois.

Réfugiés politiques ou exclus sociaux, d'ici ou d'ailleurs, jetés en bas du train économique, maintenant quelle différence, dites-moi? Quelle nuance sinon de forme entre leurs désespoirs profonds, quelle est désormais la largeur de la fracture sociale entre le bas de Forest et le bas de l'échelle des démunis? Un kilomètre de friches industrielles? Futurs terrains vagues ? Ou bien, qui sait?, champ d'implantation possible pour les initiatives d'économie sociale qu'un futur édile et quelques-uns comme moi rêvent de regrouper dans un pôle d'activités d'un genre nouveau, logistique ou technique mais avant tout sociale et humanitaire.

J'habite à Forest et j'entends d'ici qu'une cellule de crise inter-régionale s'est déjà mise en place pour recaser son monde, dix ans après Renault Vilvorde, en montant s'il le faut à l'assaut de la citadelle Europe. Mais je doute que la "flexicurité" dont parlent désormais les experts européens, entre flexibilité totale garantie aux grandes entreprises soucieuses de compétitivité et sécurité promise aux travailleurs soucieux de leur destin, soit jamais la panacée pour résoudre le véritable et gigantesque problème de société devant lequel nous nous trouvons désormais. Car, ne nous y trompons pas, c'est bien d'une nouvelle articulation idéologique et déontologiquement nécessaire entre les valeurs économiques, sociales et environnementales, au sens large, dont il est

fondamentalement question. De la confrontation brutale entre l'accumulation des richesses matérielles et l'appauvrissement, directement proportionnel, des richesses humaines et naturelles. De la notion, si galvaudée mais définitivement incontournable désormais, de "développement durable". Où est le développement durable quand on investit 500 millions d'euros - 20 milliards d'anciens francs! - dans une nouvelle implantation industrielle mangeuse de friches, qui se voit condamnée à fermer, à peine l'a-t-on mise en service?! Où est le développement durable pour la sécurité d'existence des 4.000 à 12.000 travailleurs menacés, sans oublier leurs familles? Coïncidence ironique: 500 millions d'euros, c'est le montant des promesses de dons réunies par le gouvernement allemand au moment du Tsunami. Tu parles d'un tsunami socio-économique! Avec épicentre au QG de Volkswagen à Wolfsburg, Allemagne, et catastrophe humanitaire à 600 km de là, à Forest- St Denis, sur les bords pollués de la capitale de l'Europe!

J'habite à Forest et je me demande déjà combien, parmi tous ces ouvriers et employés de l'industrie forestoise condamnés par le grand capital, Bruxellois, Flamands et Wallons confondus, sont des déçus potentiels de la politique et des partis démocratiques. Et vont par voie de conséquence voter pour l'extrême droite en mai prochain, dans ce canton de Bruxelles ou ailleurs. Je me dis qu'il en faudrait vraiment beaucoup à présent, des séances du spectacle itinérant Dérapages, venu à Forest en octobre lutter préventivement contre l'extrême droite, pour éviter que ce gros dérapage-là ne laisse une énorme tache d'huile... Force est de constater que c'est une Volkswagen qui a, cette fois, provoqué l'accident. On se rappellera opportunément, quand même, que la marque a été créée il y a 70 ans, par la volonté d'un dictateur qui voulait offrir au peuple allemand une voiture simple, robuste et bon marché. La Voiture du Peuple. Tout cela finit toujours par se payer très cher. Beaucoup trop cher.

J'habite à Forest et je sais maintenant avec certitude que même les forêts de métal ne sont pas éternelles, pas plus que les ressources qu'elles procurent temporairement aux hommes...

Témoignage d'un interpète de Office des étrangers

6 novembre - Anonyme

Je suis interprète au sein de l'Office des étrangers, par lâcheté ou dans un souci de conserver mon emploi, je préfère garder l'anonymat. J'espère seulement que cela n'apportera pas moins de crédit à ce que je veux dénoncer.

Presque chaque jour les droits humains sont à la limite d'être bafoués, mais les dernières semaines des pas ont été franchis et pour la paix de ma conscience je ne peux garder ces choses pour moi, je suis écœurée de constater le peu de considération donnée aux être humains au sein d'une telle administration de l'Etat étant dans l'obligation de respecter les droits de l'homme.

Tout d'abord, il y a eu le premier incident survenu il y a environ 2 semaines, un candidat qui devait être transféré dans un centre fermé et qui venait de l'apprendre a tenté » de fuir, il s'est lancé sur la barrière située à l'arrière du bâtiment dans l'espoir de l'escalader c'était sans compter sur les pics situés au dessus de la dite barrière, le poids de son corps aidant complété par l'incapacité des gardiens du service de sécurité aidant qui ont eu la bonne idée de la tirer par les jambes ont fait que le malheureux a eu les pics qui lui sont rentrés dans les paumes des mains et les ont lacérés, cet homme a dû être hospitalisé pour vous donner une idée de la gravité de ses blessures, il y avait de lambeaux de peau et d la chair sur les pics de la barrière.

Le deuxième fait où la dignité humaine a de nouveau été bafouée et cette fois par pur jeu et plaisir de la part de 2 gardiens de sécurité, c'est l'idée qu'ils ont eu de faire passer un jeune enfant ans le scanner à bagages, ils ont trouvé cela rigolo et amusant, la hiérarchie a été informée de cette situation car ce fait a été vu par divers employés de l'Office des étrangers, résultat, pas de sanction pour ces deux hommes, pour reprendre leurs termes, « c'était pour jouer », drôle de jeu ne pensez-vous pas ? Cet enfant a été traumatisé mais au fond est-ce que cela compte c'était tellement comique pour ces deux hommes, ce qui m'a scandalisé c'est la non prise de sanction pour une faute professionnelle à mes yeux très grave, cela m'a scandalisé profondément.

Le dernier fait que je vais vous expliquer et qui ma poussé à vous écrire n'a tellement choqué et scandalisé que je n'arrête pas d'y penser depuis, une dame Africaine devait être transférée dans un centre fermé, elle se débattait dans le local où on lui avait notifié son envoi en centre fermé, on entendait les cris, les supplications et les pleurs de cette femme désespérée, vous comprendrez mieux sa réaction par la suite lorsque je vous aurai fourni toutes les données



concernant cette dame, la dame a été saisie par les mains et les pieds, emportée comme un vulgaire paquet pour être jetée dans la camionnette aux vitres grillagées devant l'emmener vers le centre fermé, là où le bât blesse c'est qu'en voyant le ventre proéminent de cette pauvre femme j'ai compris qu'elle devait être au minimum enceinte de 7 mois, j'ai été scandalisée par le fait et par l'attitude des gardiens, je revois leur regard, ils prenaient un certain plaisir à faire ce qu'ils faisaient, un parmi eux avait même un certain sourire, cette scène semblait surréaliste dans un Etat censé être un Etat de droits, bizarrement lors des 3 cas le même gardien est impliqué et ce n'est pas celui qui agit le moins croyez-moi, troublant non, un certain Yurgen d'après les échos circulant dans le service.

Voilà vous ferez ce que bon vous semble de cette lettre, je pensais l'envoyer aux médias mais une lettre non signée aurait-elle crédit à leurs yeux ? Les médias pourraient penser à de la délation mais sur mon honneur j'ai vu de mes yeux ce que je vous fais part. J'ai soulagé ma conscience, en tant que mère je ne pouvais garder le silence, surtout au niveau de la dame africaine, je ne sais pas si vous avez accès aux réfugiés en centre fermé mais sachez que cet évènement est récent et cette dame s'y trouve, de surcroît cette dame étant enceinte ce devrait être facile de la retrouver, elle (...) si elle ose confirmer ce qu'elle a vécu, j'envoi cette lettre à diverses associations pouvant dénoncer ce genre de situation aberrante et incroyable dans un pays démocratique.

Office des étrangers condamné

6 septembre - CRER

Détention illégale.

Le 01 / 09 /2006 : Le président du tribunal de première instance a condamné ce jour l'office des étrangers à détention illégale de Monsieur Kilic en centre fermé suite à la décision du conseil d'état , et à une amende de 500 euros par heure de détention illégale. Dans le quart d'heures de la décision, l'OE a donné l'ordre de libéré Monsieur Kilic, sa femme et son enfant de 1 an. Monsieur est très mal suite à sa grève de 58 jours et est hospitalisé à l'hopital St Pierre ce soir Il semble quand il est question de vie ou de mort que l' office ne bronche pas mais si il faut payer alors... Et combien de personnes sont elles ainsi détenu illégalement dans des centres fermés sans possibilité de se défendre car sans avocats ?

Le 30 / 08/2006 : Le conseil d'état a donné raison à Monsieur KILIC ,et atteste que la Grèce ne réétudira pas son dossier et qu'il sera renvoyé en Turquie, donc qu'il ne peut être expulséMalgré tout l'Office des Etrangers refuse de libérer Monsieur KILIC et sa famille. Ils disent qu'il vont faire « autre chose» .Ce monsieur est actuel-lement à son 56 ème jour de grève de la faim. Il a maigrit de 20 kg et sait encore à peine parler. On lui refuse le sel et les vitamines B1 indispensable pour éviter les séquelles neurologiques graves .Nous vous proposons de noyer l'office des étrangers avec des fax de protestation et nous prévenons la presse et les instances concernées Monsieur Rosemont, directeur de l'Office des Etrangers : fax 022746640 - Ministre de l'intérieur 025048500 022061599

Le 28/08/2006 Opposant politique kurde en grève de la faim au centre fermé de Merksplas depuis 54 jours

M.KILIC Ali, son épouse et leur enfant d'un an étaient enfermé au centre fermé 127bis à Steenok-kerzeel depuis le 4 juillet. Ils ont été arrêtés lors d'une interview à l'office des étrangers.

Monsieur KILIC a entamé une grève de la faim dés son arrivée au 127bis. Depuis lors il a été transféré à plusieurs reprises du 127bis au centre fermé de Merksplas . Il est actuellement à son 54ème jour de grève de la faim.

Monsieur KILIC va très mal et semble ne pas recevoir les soins adaptés à son état. Actuellement il est certain qu'il est en danger de mort, mort qui peut survenir à n'importe quel moment.

M.Kilis était engagé politiquement en Turquie et a du fuir son pays. IL a fait une demande d'asile en Grèce en 2001 qui a été refusé en 2005 Il semble que la considération principale à la base de ce refus serait le fait que M. KILIC ait entrepris plusieurs voyages clandestins pour le compte de son organisation dans le pays qu'il a fui.

La Belgique veut le renvoyer en Grèce ou aucun recours est possible. Le HCR a rédigé un document attestant que la Grèce n'acceptera pas l'introduction d'une nouvelle demande d'asile. Dés son arrivée en Grèce, Monsieur Kilic sera renvoyé en Turquie et emprisonné là-bas.

Les avocats de Monsieur Kilic ont introduit le 6 août une nouvelle demande d'asile. Les assistants sociaux du centre fermé ont fait obstruction à cette demande d'asile pour toutes sortes de raisons qui ne relèvent pas de leur compétence. La demande d'asile n'est arrivée aux autorités que le 22 août. Monsieur Kilic était déjà à son 50 èmes jours de grève de la faim. La réponse négative est arrivée le 23 août et les avocats ont fait un recours au conseil d'état ce 25 août, dont on attend toujours la réponse.

Il semble que l'Office des Etrangers s'acharne sur cette situation, comme sur beaucoup d'autres et que l'arbitraire reste de mise.

L'office des étrangers et tous les tribunaux compétents préfèrent ignorer l'état et la situation de Monsieur Kilic au risque de le laisser mourir dans leurs centres.

Quand est ce que nos politiques vont ils réagir à cette toute puissance du ministre de l'intérieur et de l'Office des étrangers qui prennent des décisions arbitraires au risque de mettre des vies en danger presque quotidiennement ?

Pour la CRER (Coordination contre les Rafles, les Expulsions, et pour la Régularisation) Eveline Contact: 0473628733

La Belgique a un prisonnier d'opinion

6 novembre- Jean-Marie Klinkenberg

Une lettre de J.-M. Klinkenberg, prof à l'Université de Liège, adressée à des collègues.

Chères amies, Chers amis,
Je vous ai écris récemment pour vous dire mon inquiétude au sujet des lois liberticides qui avaient été votées dans notre pays en 1999 et en 2003, et qui nous menacent tous dangereusement.

Je vous ai écris récemment pour vous dire que j'avais perdu toute confiance vis-à-vis de la Ministre de la justice de mon pays, laquelle s'était rendue coupable d'une machination visant à livrer un de nos concitoyens à la

"Justice" turque, par qui les opposants sont traités de la manière que l'on sait.

Je vous écris aujourd'hui pour vous dire que j'ai moins confiance encore dans la "Justice" de mon pays. Et pour vous dire que les craintes que j'exprimais dans mes précédents messages sont hélas fondées.



Mardi, notre concitoyen Bahar Kimyongür a été condamné à cinq ans de prison.

Les seuls actes objectifs qui lui sont reprochés sont : 1) avoir traduit un tract d'un mouvement révolutionnaire turc 2) avoir un jour interpellé publiquement, au parlement européen, le ministre turc des affaires étrangères, 3) et plus généralement avoir diffusé des informations sur les conditions de détention des opposants en Turquie.

Ses compagnons Musa Asoglu, Dursan Karatas, Sukriye Akar, Fehriye Erdal, Zerrin Sari et Kaya Saz ont été respectivement condamnés à 7, 5, 4, 4, 4 et 4 ans de prison, dans la même logique : ils n'ont commis aucun acte de violence, n'ont pas incité à la violence, et rien n'indique qu'ils aient pu en avoir l'intention.

Pourquoi, alors, ces condamnations ? C'est que toutes ces activités sont dorénavant jugées comme constitutives du terrorisme. La simple d'appartenance est désormais un délit. Non seulement la qualification de terrorisme s'applique désormais à des activités qui relevaient naguère de la simple liberté d'opinion, mais la loi réprime ceux qui apportent assistance à des organisations désignées comme terroristes, même s'ils ne sont pas personnellement auteurs des faits reprochés à ces associations. Une bonne partie des longs attendus du prononcé portaient d'ailleurs sur la légitimité qu'il y avait pour la "Justice" (je fais usage, vous l'aurez compris, des guillemets pour bien distinguer l'institution de la vertu) de donner une interprétation très large aux dispositions de nos lois liberticides.

Notez que cette décision, dans laquelle les pressions politique en provenance de l'Etat turc ont été pour quelque chose, survient au moment où l'Union Européenne se fait plus méfiante vis-à-vis de la Turquie, en raison du peu d'empressement de son gouvernement à respecter ses citoyens.

Dorénavant, plus aucune personne désireuse de contester quelque chose dans notre pays, du moins de manière tant soit peu efficace, ne sera à l'abri : grévistes, syndicalistes, militants de tous poils, résistants, alter-mondialistes, objecteurs, sachez ce qui vous attend. Intellectuels qui analysez, citoyens qui prenez la plume, artistes qui caricaturez, terroristes vous êtes déjà, même si vous ne le savez pas.

Les moyens pour en savoir plus, et pour vous faire une opinion, ne manquent pas. Mais je me permets de mettre sous vos yeux la référence d'une communique et une analyse de ces faits : http://www.leclea.be/pages/page_communiques.html#verdict

Autre chose.

Ce procès aura aussi été l'occasion de confirmer au passage que notre pays pratique la torture.

Je l'avais appris à l'occasion de l'affaire Dutroux : réveil à intervalle très rapprochés des prisonniers, ainsi privés de sommeil, exposition à des lumières violentes, etc. Aucune mesure qui soit justifiée par des raisons techniques de sécurité. Le peu de sympathie — c'est une litote — que j'éprouvais pour Marc Dutroux me paraissait une circonstance supplémentaire pour réclamer avec vigueur que mon pays n'inflige pas, en mon nom, des traitements dégradants à personne, quelle que soit cette personne. J'en ai écris à l'époque au Ministre compétent. J'ai écrit au mouvement dont je suis membre, qui a mis la lutte contre la torture à son programme, Amnesty international. Sans réponse.

Les compagnons emprisonnés de Bahar K. ont également été soumis huit mois durant à des conditions de détention exceptionnelles (privation totale de sommeil, fouilles anales) et ont été forcés à comparaitre dans des conditions indignes (yeux bandés, double menottage,etc.). Et cela malgré que, sur demande des avocats, la "Justice" elle-même ait demandé que cessent ces pratiques dégradantes. Sans doute une pression politique est-elle à l'origine du maintien de ces conditions.

La dérive sécuritaire, c'est cela aussi : la banalisation de la torture.

Cette banalisation affecte et affectera chacun. Celui ou celle qui en est la victime évidemment. Mais aussi le gardien de prison (dont on sait combien les conditions de travail sont pénibles), qui est forcé de s'avilir lui-même par des pratiques qu'il réprouve sans doute, et qui se trouvera peut-être bientôt dans la même situation que le machiniste du train qui allait à Auschwitz, et le citoyen, et nous-mêmes, qui vivons de moins en moins dans la dignité.

Ce journal EM-PRINT-ABLE numéro 0 a plein de défauts, mais il existe.
On fera mieux la prochaine fois.
En attendant, venez sur les différents sites...
AGISSEZ, PUBLIEZ !